

inprecor

● correspondance de presse internationale

inprecor

50 ans

n° 721

juin 2024

5,50 € / 8 CHF

Aux abonnés !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
75012 Paris, France
Tél. : +33 1 49 28 54 87

E-mail : redaction@inprecor.fr
Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

Éditorial

Jan Malewski

50 ans d'analyses et d'informations internationales 3

50 ans d'Inprecor

Entretien avec Anna Libera

« On travaillait dur, mais dans la joie » 4

Entretien avec Erdal Tan

« Une période de basculement de l'histoire » 7

Entretien avec Mariana

« Partager espoirs, déceptions, erreurs et intuitions » 10

Palestine

Entretien avec Ramy Shaath

À Gaza, au Caire, à Paris, construire une direction palestinienne 12

Kay Mann

Le mouvement de solidarité dans les campements universitaires étatsuniens 20

Équateur

Entretien avec Leonidas Iza

Résistance indigène et défis politiques 22

Jean Puyade

Après la « consultation populaire-référendum » de Noboa 26

Ukraine

Collectif

Appel aux représentants politiques des peuples d'Europe et du monde 28

Économie

Rafael Bernabe

Saïto, Marx et l'anthropocène 30

Rencontres écosocialistes

Germán Bernasconi

L'écosocialisme pour tout changer 36

Dans le numéro 718, dans l'article « Lancer un front international contre l'extrême droite », en raison d'un défaut de vigilance de notre part, une phrase a été maintenue qui mettait le gouvernement d'Ukraine – que nous critiquons – sur le même plan que les pouvoirs d'extrême droite. La version en ligne a été corrigée en accord avec l'auteur.

Vos livres et revues, votre abonnement à **inprecor** sur internet: la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

Les anciens
numéros



Les réseaux
sociaux



**Pour que inprecor puisse continuer,
Faites le connaître ! Abonnez-vous !**

Abonnement

(11 numéros par an)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 € (6 mois) 55 € (1 an)
- Autres destinations 39 € (6 mois) 71 € (1 an)
- Pli fermé 50 € (6 mois) 90 € (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 € (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations) 92 € (1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 €, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé aux nouveaux abonnés ; 12 €, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 €)
- Abonnement supplémentaire pour la diffusion à prix réduit 40 € (1 an)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail :

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30003 / 02795 / 00020066402 / 86.

IBAN : FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286 BIC : SOGEFRPP
● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

Pour continuer, inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser inprecor autour de vous !

50 ans d'analyses et d'informations internationales

L'éditorial de ce numéro ne pouvait être rédigé que par Jan Malewski, qui a assuré l'édition d'*Inprecor* pendant 25 ans, jusqu'à ces derniers mois donc, traduisant depuis toutes les langues, vers un français irréprochable (1), une prouesse d'autant plus impressionnante que sa langue maternelle était le polonais !

Par
Jan Malewski*

En ce cinquantième anniversaire d'*Inprecor* vous prenez en main sa 788^e parution (2) ! Il a d'abord paru tous les 15 jours, en quatre langues (3), puis mensuellement depuis février 1993. Il devait « combler un vide dans la presse du mouvement trotskyste » et « contribuer à construire l'Internationale révolutionnaire, pour replacer [l'] action dans son contexte mondial, pour renforcer les liens politiques entre les militants des divers pays. » (4) Quinze ans plus tard, Ernest Mandel expliquait : « Nous avons fondé *Inprecor* – et sa version anglaise *International Viewpoint* – dans l'idée qu'il fallait un instrument d'analyse politique pour influencer des couches plus larges d'avant-garde et pour construire notre propre organisation ». (5)

Revue militante, résolument engagée aux côtés de tous les exploités et opprimés du monde, *Inprecor* se donnait pour but d'aider à le comprendre dans sa complexité, sa diversité, ses spécificités nationales, régionales, historique, etc.

C'est pourquoi depuis ses débuts il a eu la volonté d'apporter à ses lectrices et lecteurs avant tout des faits, des informations de première main et des éléments d'analyse, plutôt que des réponses idéologiques toutes faites. Pour ce faire, nous n'avons jamais hésité à ouvrir les colonnes de notre revue à d'autres organisations et à des militant·es engagé·es dans les luttes, même lorsque leurs opinions divergent des nôtres. Bref, ne pas nous limiter à faire connaître les actions et les positions des organisations de la IV^e Internationale, mais faire vivre l'analyse critique en

dépassant les frontières linguistiques et organisationnelles. Toujours dans le but d'unifier les organisations internationalistes révolutionnaires indépendantes créées par la « génération 68 » qui fusionnait avec les noyaux marxistes-révolutionnaires ayant réussi à tenir dans une période d'hégémonie stalinienne et social-démocrate, puis à se redévelopper en soutenant les luttes anticoloniales dès les années 1950 et au cours de la montée révolutionnaire des années 1960.

Le lancement d'*Inprecor* a eu lieu alors que « la IV^e Internationale et l'ensemble du mouvement marxiste révolutionnaire étaient encore dans la foulée des progrès importants réalisés après Mai 68 » (6). La revue tentait de poursuivre l'unification des « trois secteurs de la révolution mondiale » symbolisée par l'année 1968 : tournant dans la guerre du Vietnam avec l'offensive du nouvel an lunaire du FLN, les mobilisations étudiantes en Pologne en mars 1968 et le Printemps de Prague en Tchécoslovaquie, le mouvement anti-guerre aux États-Unis et finalement la grève générale de Mai 68 en France, suivie de mobilisations massives en Italie et dans toute l'Europe... Bien que ces mobilisations n'aient pas réussi à résoudre « la question du pouvoir », elles ont ouvert pour près d'une décennie une période de luttes de masses et ont affaibli le partage du monde établi à Yalta en 1945 entre les impérialismes victorieux dans la Seconde Guerre mondiale.

Avec le retournement de la situation mondiale et l'affaiblissement du mouvement ouvrier à la suite de la banqueroute historique du stalinisme et de la social-démocratie, la diffusion d'*Inprecor* a cessé de croître, puis a diminué. Pourtant, la revue a réussi à continuer, même si en 1993 elle a dû

devenir mensuelle et a vu son équipe de rédaction être réduite. Nous avons été capables de parler des questions que d'autres publications internationales ignoraient (7), de publier des analyses marxistes novatrices (8), de faire connaître en langue française des analyses rédigées dans une autre langue. Le tout toujours dans le but de « renforcer les liens politiques entre les militants des divers pays ».

Alors, pour continuer, on ne peut que reprendre la conclusion de l'éditorial du n° 0 : « *Inprecor*, vu son mode de diffusion internationale, ne pourra vivre durablement que si un nombre suffisant d'abonnements sont souscrits. Que les lectrices et lecteurs qui ne l'ont déjà fait s'abonnent donc vite » ! ■

* Jan Malewski a été rédacteur d'*Inprecor* d'avril 1998 à novembre 2023.

1) Avec laide, bien sûr, de nos correcteurs, en particulier Isabelle Guichard, l'actuelle correctrice, que nous ne remercierons jamais assez.

2) Sa première série, éditée en Belgique, comptait 67 numéros. Puis une nouvelle série, éditée en France, a démarré avec le n° 2 (68) le 17 mars 1977. Depuis la numérotation n'a pas changé.

3) En français, anglais, castillan et allemand. *Inprecor* en anglais fusionnera en 1978 avec *Intercontinental Press*, publié aux États-Unis par le Socialist Workers Party (SWP), puis reparaitra en mars 1982 sous le titre *International Viewpoint*, car les divergences entre la majorité de l'Internationale et le SWP – ne saisissant pas l'importance de la révolution polonaise de 1980-81 et dont l'anti-impérialisme devenait de plus en plus campiste et le fonctionnement interne de moins en moins démocratique – ne permettaient plus de rédiger une revue commune. *Inprekorr* en allemand paraissait depuis

1971, et en 2017 il a fusionné avec la revue *Die Internationale* publiée par la section allemande. *Inprecor* en castillan a été dans un second temps pris en charge par la section de l'État espagnol, puis *Inprecor para América latina* a vu le jour de 1989 à 1995. De 1981 à 1991 il y avait aussi une revue en polonais, *Inprekor*, acheminée clandestinement jusqu'en 1990, puis imprimée en Pologne (deux numéros, avant que les camarades polonais ne lancent leur propre publication indépendante).

4) Éditorial du n° 0, repris dans le n° 1.

5) *Inprecor* n° 300 du 12 au 25 janvier 1990.

6) *Ibid.*

7) Mentionnons, car c'est actuel encore aujourd'hui, un article sur le mouvement national ukrainien durant la Seconde Guerre mondiale paru en 1985 : Arthur Wilkins, « Pologne : Le régime lance une campagne anti-ukrainienne », n° 192 du 18 mars 1985.

8) Par exemple le numéro spécial « Le capitalisme contre le climat », n° 525, février-mars 2007.

« On travaillait dur, mais dans la joie »

Nous avons interrogé Anna Libera, qui a été responsable d'*Inprecor* au moment de sa création. Elle nous explique le rôle d'*Inprecor*, à l'époque conçu comme l'organe central de la Quatrième Internationale.

Entretien avec
Anna Libera*

Peux-tu décrire ton travail à *Inprecor*?

J'ai participé à la création d'*Inprecor* au printemps 1974 à Bruxelles où se trouvait le centre de la IV^e Internationale. Auparavant, j'avais travaillé à *Rouge* hebdo. Un centre, parce que la Quatrième Internationale s'était beaucoup renforcée grâce à Mai 68. Avant Mai 68, la Quatrième Internationale était un groupe assez restreint. Ses sections étaient assez faibles, à part en France chez les jeunes et aux États-Unis. À la suite de Mai 68, la JCR, devenue la LCR, s'est beaucoup développée et a inspiré beaucoup de jeunes,

* Pseudo d'**Isabelle Richet**, professeur émérite d'histoire à l'Université Paris Cité. Parmi ses ouvrages: *Les dégâts du libéralisme*, Paris, Textuel, 2002, *Immigration et Travail aux États-Unis* (avec Bénédicte Deschamps), L'Harmattan, 2013. Elle a aussi publié sur les femmes et l'antifascisme italien dans des revues italiennes et états-uniennes et l'ouvrage *Women, Antifascism and Mussolini's Italy. The Life of Marion Cave Rosselli*, Londres, I.B. Tauris, 2018. Propos recueillis par Antoine Larrache et Paul Martial.

1) Ernest Mandel (1923-1995), économiste belge, a été dirigeant de la Quatrième Internationale de 1946 à sa mort en 1995.

2) Charles-André Udry, économiste, était un dirigeant de la Quatrième Internationale. Actuellement responsable des éditions Page deux et de la revue politique en ligne *À l'encontre*. Il est membre du Mouvement pour le socialisme (MPS, Suisse).

3) Livio Maitan (1923-2004), dirigeant de la Quatrième Internationale de 1951 à sa mort en 2004.

4) Le « Secrétariat unifié » fruit de la fusion en 1963 de deux courants trotskistes issus de la Quatrième Internationale est la structure dirigeante de l'Internationale de 1963 à 2003.

5) Charles Michaloux était un des dirigeants de la section française et de la Quatrième Internationale.

6) Contactée par nos soins, Joanna, qui est retournée aux États-Unis et est devenue militante syndicaliste, n'a pas pu répondre à nos questions en raison de son état de santé.

de groupes surtout parmi les jeunes générations en Europe. On avait des sections dans pratiquement toute l'Europe et beaucoup de contacts en Amérique latine.

Le besoin d'avoir un centre permanent a émergé. Il aurait normalement dû se trouver à Paris, vu l'importance prise par la LCR. Mais Mandel (1), Udry (2), Maitan (3) et d'autres étaient tous interdits de séjour en France après Mai 68. (Les interdictions ont été levées en 1981 par Mitterrand, c'est à ce moment qu'*Inprecor* est revenu à Paris.) Donc ce centre a été créé à Bruxelles, où il y avait à la fois le centre de l'Internationale, qui discutait beaucoup stratégie et tactique. Cette direction installée à Bruxelles avait un petit côté hors-sol – à part Mandel, tous venaient d'autres pays, donc avec peu de connexions personnelles et militantes, à Bruxelles – et *Inprecor* contribuait à l'effacer et à ancrer l'activité, parce qu'on travaillait avec la section belge, notamment pour le fabriquer. *Inprecor* était vraiment l'organe du Secrétariat Unifié (4) de la Quatrième Internationale. À *Rouge*, le journal de la Ligue, on avait un comité de rédaction, on discutait, on se répartissait les articles, etc. On faisait plus de reportages qu'on ne pouvait en faire à *Inprecor*.

Concrètement, ça se passait comment ?

On avait ce grand bureau, qui était un grand appartement dans le centre de Bruxelles. Dans une partie, il y avait le secrétariat de l'Internationale qui travaillait avec comme permanents Udry, Michaloux (5), Gisela Mandel, la femme de Mandel. Et puis de l'autre côté, il y avait l'atelier où on fabriquait *Inprecor* en français et en anglais. J'étais donc là pour la partie française. Et puis il y avait des camarades américain-es, comme Joanna Misnik (6) qui était un pilier,



et son copain d'alors, Jon Rothschild. Ils travaillaient sur la version anglaise.

Il n'y avait pas vraiment un comité de rédaction formalisé, nous étions plutôt un secrétariat de rédaction et les petites mains. On fabriquait le journal. Mais il y avait des réunions informelles, où on regardait ce qu'on avait comme articles: c'était vraiment l'organe de la Quatrième Internationale. La IV s'était beaucoup renforcée, mais avec des tas





de gens qu'on ne connaissait pas vraiment. Les gens qui étaient arrivés, c'était toute une nouvelle génération et ils n'avaient pas énormément de formation. Dans chaque pays, il y avait bien quelques personnes qui appartenaient à la IV dans les années difficiles, mais dans l'ensemble c'était toutes des nouvelles organisations, des nouvelles générations, des nouvelles problématiques aussi.

Quelles étaient les préoccupations ? Le bloc de l'Est devait être une préoccupation importante, non ?

Avant 68, les centres d'intérêts c'était essentiellement la guerre d'Algérie et l'Amérique latine, où le 9^e Congrès de la IV soutint la guérilla. Les centres d'intérêts portaient beaucoup sur le tiers monde, comme on disait à l'époque, et ensuite l'axe s'est déplacé sur l'Europe et sur les nouvelles générations.

L'Est était une préoccupation importante, mais on n'avait pas beaucoup de contacts. Par exemple, Maitan, dans son histoire de la IV, parle d'une section en Tchécoslovaquie mais, moi qui me suis occupé de ce pays pendant des années, je peux assurer qu'il n'y a jamais eu une section, même si on avait un très bon copain, Petr Uhl, qui était très influent parmi les dissidents (7). On s'est beaucoup préoccupé des mouvements dissidents de l'Est à la fin des années 70, mais à cette époque-là, même si c'était dans les préoccupations, c'était moindre par rapport à l'Europe occidentale.

On avait un travail régulier. Une fois par semaine, on avait une réunion. Il n'y avait pas de conception vraiment journalistique comme par exemple la recherche d'un équilibre entre les rubriques, que l'on avait à *Rouge*.

La fin de la guerre du Vietnam, c'était un gros, gros centre d'intérêt, et la révolution portugaise, qui commence quelques

semaines avant qu'on lance *Inprecor*. Deux membres du secrétariat, Udry et Michaloux, ont été envoyés là-bas, avec un copain portugais qui avait été en exil à Bruxelles, et ils nous envoyaient régulièrement du matériel.

Notre objectif était donc de coordonner toutes ces nouvelles forces dans les différents pays, et de développer des analyses qui permettent de comprendre cette nouvelle phase de luttes qui avait été ouverte par 68. C'était vraiment l'organe de la Quatrième Internationale et pas un journal militant qui fait des reportages sur tout ce qui se passe autour de lui.

Quelle était l'articulation avec la revue *Quatrième Internationale* ?

Inprecor suivait plus l'actualité politique et *Quatrième Internationale* était plus théorique. *Inprecor* visait une coordination des luttes, de ce qui se passait alors dans le monde même si c'était évidemment en lien avec les analyses de la Quatrième Internationale. C'était aussi une volonté d'orienter toutes ces nouvelles forces. Les analyses étaient le fruit d'échanges avec elles. Par exemple il y avait beaucoup de réunions des responsables de la IV avec nos copains portugais, des rencontres avec beaucoup d'autres forces pour développer une analyse des nouveaux mouvements. Il n'y avait pas de rédacteur en chef, ni même un comité de rédaction formel, c'était vraiment le secrétariat de la IV qui déterminait les articles qu'on publiait, et à quelles sections on allait demander de nous envoyer un article.

On publiait du matériel produit par les sections locales. Ensuite, il y avait le travail de traduction: Jon traduisait en anglais et moi en français. Puis, la fabrique. Les dimanches après-midi, avec Joanna, on montait alternativement les maquettes de l'anglais et du français et lundi matin, on allait les porter à l'imprimerie de la section belge, où elle tirait son propre hebdo *La Gauche* (8). Après, on l'expédiait aux abonnés et aux différentes sections. C'était ça, le côté pratique de la fabrication du journal.

Comment l'Internationale avait-elle les moyens de sortir ces publications ?

On avait plein de nouvelles sections qui cotisaient, donc il y avait beaucoup plus d'argent pour faire ce genre de choses. De plus l'équipe était complètement sous-payée, Joanna, Jon et moi travaillions 7 jours sur 7, et on bénéficiait de l'imprimerie de *La Gauche*, qui nous faisait des

50 ans d'*Inprecor*

prix. C'est comme ça qu'on y arrivait.

On envoyait dans beaucoup de pays, partout où on avait des sections. La version anglaise était distribuée dans plus de pays que la version française évidemment.

Par exemple en Afrique, vous envoyiez la version française j'imagine ?

Je ne suis pas certaine, je n'ai pas de souvenirs qu'on avait vraiment des contacts en Afrique. À cette époque-là, les contacts avec l'Algérie passaient surtout par Pablo parce que c'était lui qui avait organisé la solidarité au moment de la guerre de libération. Plus tard, dans les années quatre-vingt, *Inprecor* s'est plus intéressé à l'Afrique car on avait plusieurs camarades qui avaient des liens en Afrique francophone et en Afrique du Sud.

On envoyait *Inprecor* en Italie, en France, en Suisse. On envoyait les versions anglaises dans les pays plutôt anglophones. On l'envoyait aussi en Amérique latine. Les Allemands faisaient leur propre *Inprekorr*. Ils traduisaient en allemand depuis les versions française ou anglaise. Les Espagnols, qui étaient encore clandestins à l'époque, faisaient la même chose pour l'Espagne et l'Amérique latine. On couvrait à peu près la réalité de la Quatrième Internationale à l'époque, qui était un vrai réseau transcontinental avec beaucoup de voyages: comme le centre de l'Internationale était à Bruxelles, beaucoup de militant-es de pays

7) Petr Uhl (1941-2021) journaliste et essayiste tchèque, fondateur de la Charte 77 qui regroupait des dissidents opposés à la normalisation du pays.
8) *La Gauche*, journal de la section belge de la Quatrième Internationale.





lointains venaient de temps en temps, donc on pouvait les interviewer. On fonctionnait vraiment en symbiose totale avec le réseau de la Quatrième Internationale.

Quand tu dis que c'était l'organe de la Quatrième Internationale, comment se passaient les discussions ? Prenons l'exemple de la révolution portugaise, comment avez-vous mené la discussion sur ce à quoi allait servir *Inprecor* dans ce cadre-là ?

C'était surtout des discussions politiques au niveau du secrétariat de la Quatrième Internationale, et il décidait ce qu'on publiait. Comme Udry et Michaloux étaient à Lisbonne, sur le Portugal on avait un flux très régulier, même si la dominante n'était pas l'information, mais plutôt le traitement des événements par le prisme analytique de la Quatrième Internationale.

En 1975, je me souviendrai toujours du numéro qu'on a fait sur la chute de Saïgon, parce qu'on était dans nos bureaux situés dans le centre de Bruxelles et, pendant qu'on était en train de maquetter la une, est passée sous nos fenêtres une grande manif de joie des gens qui avaient soutenu le Vietnam. Alors on est descendu faire un petit bout de la manif, on se sentait partie prenante d'une certaine réalité politique malgré le contexte de ce Secrétariat Unifié séparé des grandes sections de la Quatrième Internationale.

Quand j'ai travaillé ensuite comme journaliste, j'ai dirigé la rubrique inter-

nationale du quotidien *Rouge*, tous les matins on avait une réunion – d'abord dans la rubrique internationale – où on discutait de ce qu'on allait couvrir, comment on allait s'organiser, et puis après on proposait à la réunion du secrétariat de rédaction. On allait vraiment chercher l'information, on pouvait décider d'envoyer un-e journaliste au Sahara occidental par exemple (et on l'a fait!). À *Inprecor* il n'y avait pas ce genre de discussions. On couvrait les événements comme la révolution portugaise, la fin de la guerre du Vietnam, ça c'était des incontournables, puis telle personne dans telle section nous disait « voilà ce qui se passe, on peut vous envoyer un article » et puis de temps en temps, le secrétariat produisait un texte d'orientation à publier.

L'interview de Mariana, qui a travaillé beaucoup plus tard, donne l'impression d'un organe de presse militant évidemment où on discute sur ce qu'on va publier. Mais nous, on nous donnait la ligne puis des articles qui incarnaient la ligne. Je pense que ça jouait un rôle très important à l'époque. D'ailleurs quand tu réfléchis à l'histoire du premier *Inprecor*, celui de la Troisième Internationale, c'est aussi un peu la même fonction. La Troisième Internationale avait une envergure tout autre que nous évidemment, mais elle s'est retrouvée aussi avec toute une série de nouvelles forces après la révolution bolchévique, de nouveaux partis qui émergeaient. Pour la IV c'était pareil. Ces nouvelles organisations disaient « on veut faire comme vous, on est d'accord avec vous », mais on ne les connaissait pas et eux ne connaissaient pas toujours la Quatrième Internationale, sauf que c'était une organisation qui avait survécu, qu'elle était antistalinienne, qu'elle portait le drapeau disons tiers-mondiste – parce qu'il y a eu beaucoup de soutien à Hô Chi Minh puis à Cuba et la guérilla en Amérique latine, donc ça attirait des tas de gens. Mais il y avait souvent une connaissance superficielle de notre programme.

Maitan raconte très bien cette réalité dans son bouquin sur l'histoire de la Quatrième Internationale (9) – dans lequel il ne parle pas du tout d'*Inprecor* d'ailleurs. Et parfois il y avait des surprises, quand on se découvrait davantage, ce qui explique le nombre de scissions et de difficultés.

Il y avait aussi une idée de coordonner ces nouvelles sections. Ce n'était pas simplement informer et former ces nouvelles générations qui avaient rejoint la Quatrième Internationale. Mais cette vision

de coordonner les mouvements. On était un peu « mégalomanie », avec un petit secrétariat à Bruxelles, de chercher à coordonner des mouvements sociaux qui se développaient tout autour de la planète, mais enfin c'était le sens même de l'Internationale à l'époque.

Tu dirais que tout ça c'était le produit d'un objectif conscient dans le congrès, dans le Comité International ?

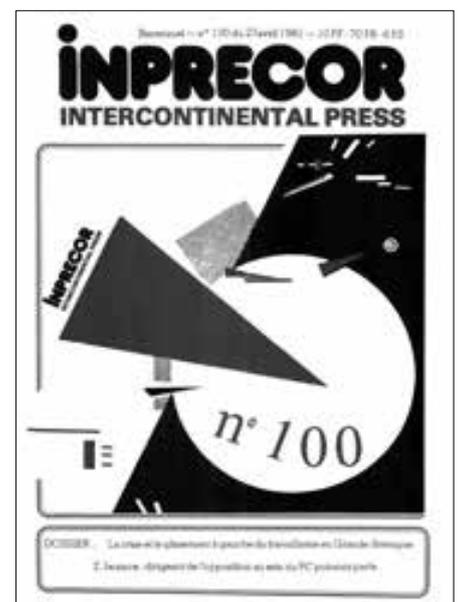
Ça été décidé au congrès après 68, le dixième. Cette idée de renforcer un centre permanent de la Quatrième Internationale et de publier un organe dans un certain sens de centralisation, c'était totalement conscient. Aider, coordonner les mouvements qui émergeaient après 68, former ces nouvelles générations à une vision révolutionnaire, c'était une décision de la Quatrième Internationale.

Et l'idée de publier des articles qui ne viennent pas de la Quatrième Internationale comme on le fait aujourd'hui ?

À l'époque ce n'était pas du tout la conception. La conception c'était vraiment d'avoir un organe qui permette de mettre ensemble du point de vue intellectuel et politique toutes ces nouvelles forces qui avaient rejoint la Quatrième Internationale.

Est-ce que tu te souviens de retours des différents pays ?

C'était très bien pris, je pense que ça a été utile. Moi j'étais très internationaliste, très Quatrième Internationale même si je



9) Pour une histoire de la Quatrième Internationale: itinéraire d'un communiste critique, éditions La Brèche, 2021.

trouvais qu'il y avait un petit côté mégalo de vouloir tout contrôler à partir d'un tout petit centre. Heureusement, comme on avait des sections qui étaient très ancrées dans le réel de la lutte, ça compensait, ça ne se sentait pas trop. Je pense que ça a été très utile: quand tu relis il y avait des analyses de mouvements révolutionnaires qui se développaient et qui étaient produites dans le feu de l'action – tout ce qui était écrit sur le Vietnam et sur l'Europe.

Sur la base des écrits de Jon Rostschild qui travaillait aussi avec nous, qui parlait l'arabe et s'intéressait beaucoup au conflit israélo-palestinien, il y avait pas mal d'articles sur cette question. On était juste après la guerre du Kippour en 1973. Il y avait le mouvement palestinien et 50 ans plus tard on n'est pas plus avancés, on a même reculé dramatiquement. Il y avait beaucoup de choses sur le Moyen-Orient.

On voulait produire des analyses solides dans le feu de l'action, ce n'est pas toujours facile et je pense qu'il n'y a pas à rougir de ce qui a été fait. Je pense que ça a été utile parce que moi qui voyageais énormément en Europe, je rencontrais des gens qui étaient autour de la IV, connaissaient *Inprecor*, lisaient *Inprecor* et trouvaient que c'était utile. C'était un journal qui appor-

taient beaucoup de nourriture intellectuelle et politique au vu de l'actualité dans le monde. Il y avait aussi beaucoup de presse locale des sections qui pouvaient reprendre ou adapter des articles, c'était aussi un peu la fonction d'*Inprecor*.

Et ton bilan personnel ?

On fonctionnait tous ensemble, on était une très bonne équipe avec notre sur-optimisme révolutionnaire et, comme on n'avait pas beaucoup de copains à Bruxelles, on socialisait ensemble. C'était une très bonne période et on avait l'impression qu'on faisait quelque chose d'utile, de concret. Tu avais quelque chose entre les mains à la fin de ta semaine, au lieu de l'avoir passée à des grandes discussions politiques tirant des plans sur la comète révolutionnaire. Ton journal partait dans plein de pays européens et les gens le lisaient. Les articles étaient repris, on était même cité par la presse. C'était une période très riche et enrichissante, notamment parce que des luttes gagnaient. Ce n'est pas comme maintenant, on participe à plein de luttes... mais elles perdent.

Il y avait une autre ambiance, un fondement pour un certain optimisme révolu-

tionnaire. On travaillait dur, 7 jours sur 7, et puis si à minuit on n'avait pas fini, on restait jusqu'à 2h du matin parce qu'à huit heures il fallait apporter le journal le lundi matin à l'imprimerie, donc tu ne pouvais pas leur dire « on va se coucher, on finira ça demain ».

On travaillait dur, mais dans la joie. ■

Le 21 mai 2024



« Une période de basculement de l'histoire »

Erdal Tan a travaillé pendant deux ans à *Inprecor*, dans la période particulièrement dynamique de la chute de l'URSS.

Entretien avec
Erdal Tan*

Comment en es-tu arrivé à travailler à *Inprecor*? Quel était ton rôle ?

J'ai commencé à travailler à *Inprecor* à l'été 1988. À l'époque, je vivais en Belgique. J'étais donc membre de la section belge, mais également de la section turque en exil, puisque je suis arrivé, comme réfugié politique, après le coup d'État de 1980. Donc j'exerçais des responsabilités dans la section locale, mais surtout dans la direction turque, avec le camarade Masis qui était à Paris.

C'est le camarade Gilbert Achcar qui a proposé que je vienne travailler à *Inprecor*,

puisque ma prédécesseuse venait d'annoncer son départ. J'ai donc déménagé à Paris et j'y suis resté jusqu'au printemps 1990, lorsque j'ai été acquitté de mes procès en Turquie et que j'ai ainsi pu rentrer au pays après dix ans d'exil. J'ai alors transmis le flambeau à la camarade Mariana.

À *Inprecor*, j'étais responsable du contenu et de la forme du journal, à l'époque un quinzomadaire. À ce titre, je participais aux réunions du Secrétariat unifié et de son bureau, qui faisait fonction de comité de rédaction en déterminant la ligne politique générale et en définissant les priorités. Mais c'est à moi qu'il appartenait de préparer le contenu précis de chaque numéro en fonction de ces direc-

tives générales et de l'actualité, ainsi que de planifier d'éventuels dossiers sur des thèmes précis ou des numéros spéciaux.

J'étais assisté pour cela de deux rédactrices-traductrices, Natacha et la regrettée Sophie. Nous étions tou-tes polyvalent-es: nous relisons et corrigions les articles reçus, nous trouvions les illustrations et faisons la maquette; nous nous occupons également de l'expédition des numéros aux abonné-es. Nous avons un réseau de collaborateurs

* **Yiğit Bener**, alias **Erdal Tan**, a été rédacteur d'*Inprecor* entre 1988 et 1990. Il vit actuellement à Istanbul. Il est écrivain, traducteur littéraire et interprète de conférence.

50 ans d'Inprecor

réguliers auxquels nous commandions des articles ou qui nous en suggéraient d'eux-mêmes.

Il y avait aussi des articles qui venaient spontanément des sections: je faisais le tri entre ce qui était politiquement intéressant mais qui n'était pas toujours bien présenté journalistiquement et ce qui avait un intérêt journalistique, mais dont le contenu politique ne correspondait pas à nos besoins du moment. Quand il y avait un article de fond ou des dossiers, nous ajoutions également une série de données complémentaires, pour mieux faire comprendre la situation de chaque pays. Il fallait aussi assurer un certain équilibre entre les régions du monde. Et ne pas s'en tenir strictement à l'actualité, assurer un suivi de fond sur les thèmes traités et les pays couverts en cours d'année.



On travaillait vraiment à fond, parfois 12 heures ou 16 heures par jour, week-end inclus parfois, pour pouvoir suivre toutes ces actualités. Il faut dire aussi que c'était une période « héroïque » sur le plan technologique: pas encore d'internet, premiers ordinateurs balbutiants. Nous avions des Macintosh des débuts, précurseurs primitifs, mais sans disque dur et avec un tout petit écran: il fallait insérer un disque pour faire fonctionner la machine, puis un deuxième pour mettre le logiciel en mémoire tampon (il faut imaginer les versions préhistoriques des logiciels d'aujourd'hui!) et enfin un troisième pour les fichiers... Comme c'était compliqué et long d'enregistrer le travail en cours, il nous arrivait de ne pas le faire... et de perdre des heures de travail!

Quel était pour toi le rôle principal d'Inprecor?

Inprecor était certes l'un des deux organes centraux de notre organisation. Mais par rapport à la revue *Quatrième Internationale*, qui était plus théorique et dépendait plus directement de la direction politique, Inprecor avait une autonomie bien plus importante.

Notre ambition à l'époque était d'en faire un véritable organe de presse spécialisée, avec un réel contenu informatif, suivant l'actualité politique et qui pourrait donc être lu au-delà de nos rangs, par des militants politiques de tout horizon qui s'intéressaient à la politique internationale. Nous donnions la priorité aux articles ayant une réelle qualité journalistique, avec des données précises et un fond d'analyse sérieux. Nous refusions catégoriquement de publier des prises de position abstraites, sectaires ou des polémiques superficielles.

Inprecor était aussi le lien entre l'Internationale et ses sections. À mon avis, la lecture de notre journal permettait aux militants dans différentes sections d'assurer un suivi de l'actualité mondiale et également des activités et analyses de nos camarades qui étaient sur le terrain.

En effet, nous voulions que ce soient surtout les camarades des pays concernés qui écrivent les articles, et non pas des « génies » installés dans le QG de l'Internationale. Et pourtant nous disposions au QG de camarades très compétents qui étaient des dirigeants « historiques » de notre mouvement.

Nous essayions également de publier des articles de fond venant de spécialistes des différents pays, des gens de centres de recherche, des universitaires, des intellectuels indépendants, et également des dirigeants d'autres mouvements politiques que le nôtre. Avec le recul, je pense que dans l'ensemble Inprecor a très bien joué ce rôle de journalisme révolutionnaire international. Par exemple, lorsqu'en 1989 a éclaté la révolte de Tiananmen en Chine, suivie de sa féroce répression, Inprecor a su fournir des informations et analyses qui étaient absentes des organes de la presse professionnelle internationale. Notre avantage était que nous avions des camarades chinois à Hong Kong, qui sont immédiatement allés à Pékin pour suivre les événements. Sur place, il n'y avait pas de presse écrite au sens propre du terme, mais des dazibao, les journaux muraux sur lesquels les contestataires inscrivaient leurs revendications, analyses et mots d'ordre.

Nos camarades chinois ont photographié ces journaux muraux, nous ont envoyé les microfilms par l'intermédiaire d'une hôtesse d'Air France... Nous les avons réceptionnés et fait développer, puis nous avons trouvé un traducteur du chinois qui a travaillé toute la nuit. Finalement, nous avons publié un numéro spécial « Tiananmen » (numéro 290) avec des informations inédites.

Je dois avouer que la couverture de ce numéro a eu pas mal de succès et grande a été notre fierté de le voir mis en valeur à la vitrine de plusieurs librairies et même à la FNAC! Ce numéro que nous avions tiré à 2 000 exemplaires (500 de plus que d'habitude) a été vite épuisé.

Autrement dit, durant cette période très tourmentée, Inprecor a apporté une véritable plus-value journalistique et politique, réussissant à devenir une référence dans le monde à la fois intellectuel et militant.

Quels sont les événements politiques qui t'ont marqué concernant Inprecor?

L'histoire mondiale a véritablement basculé entre 1988 et 1991, avec l'effondrement de tout l'équilibre politique bilatéral qui avait suivi la Deuxième Guerre mondiale, entre « l'Europe occidentale » et le « bloc de l'Est ». Ce tournant majeur a été cristallisé par la chute du Mur de Berlin et la réunification de l'Allemagne, puis parachevé par le démantèlement de l'Union soviétique.

En l'espace de deux ans, tous les pays gouvernés par des partis communistes, de la Pologne à la Bulgarie, en passant par la Hongrie et l'Allemagne de l'Est, la Roumanie ou la Tchécoslovaquie, etc. ont





connu des révoltes populaires imposantes et tous ces régimes se sont effondrés les uns après les autres. Il y a aussi les remous politiques en Union soviétique, avec les débats sur la Glasnost et la Perestroïka lancées par Gorbatchev, puis les mouvements de révolte dans les républiques soviétiques (par exemple dans les pays baltes, avec la constitution des Fronts populaires), tout cela aboutissant à la chute de l'Union soviétique et la création d'États indépendants dans le Caucase, en Asie centrale, dans les pays baltes et en Ukraine. Pour un basculement de l'histoire!

Cette actualité folle ne se limitait pas à l'Europe de l'Est: en 1988, il y a eu le retrait soviétique de l'Afghanistan, Benazir Bhutto est devenue la première femme Premier ministre du Pakistan, il y a plusieurs Intifada en Palestine, puis Yasser Arafat a reconnu l'État d'Israël, il y a eu les affrontements au Haut-Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, le massacre des Kurdes à Halabja en Irak, la mort de Khomeyni en Iran, les élections libres au Brésil et la montée du PT, le début de la réforme de l'apartheid en Afrique du Sud, avec la légalisation du Congrès national africain et la libération de Nelson Mandela, l'intervention américaine au Panama, le sommet entre Gorbatchev et Bush qui mettait fin à la guerre froide... Sans oublier la révolte des Kanak et le massacre de la grotte d'Ouvéa perpétré par la France.

Quel est ton meilleur souvenir ?

Tout! C'était vraiment passionnant de faire du journalisme révolutionnaire durant une telle période et ceci dans une Internationale qui avait encore des sections relativement bien implantées dans plusieurs

pays importants comme le Brésil et le Mexique où l'influence de la QI était à son apogée, sans oublier la France, l'Espagne, l'Italie, le Portugal... Avec un réseau international assez consistant de militant-es et cadres chevronné-es aux quatre coins du monde... Et des relations très fraternelles avec d'autres mouvements révolutionnaires comme au Nicaragua, au Salvador, aux Philippines, en Afrique du Sud, etc.

C'était également une période où le QG de l'Internationale à Paris, dans les mêmes locaux qu'*Inprecor*, était politiquement assez puissant, avec des dirigeant-es historiques comme Ernest Mandel et Livio Maitan, Daniel Bensaid, Alain Krivine, Pierre Rousset et Janette Habel... Ou encore Sergio Rodriguez du Mexique, qui suivait toute l'Amérique latine et venait régulièrement à Paris, Gilbert Achcar (alias Salah Jaber) pour le suivi du Moyen-Orient, Claude Gabriel pour l'Afrique, Catherine Samary pour les pays de l'Est... Puis des dirigeants historiques dans plusieurs sections, comme Michel Warschawski en Israël, Alfonso Moro pour l'État espagnol, Janek (Cyril Smulga de son nom de plume de l'époque) et Kowalevsky pour la Pologne, Hugo Blanco pour le Pérou, Petr Uhl en Tchécoslovaquie, Vercammen en Belgique, Masis pour la Turquie. Des intellectuels de premier plan comme Löwy et bien d'autres. Sans oublier la regrettée Marijke Colle et Penny Duggan pour le féminisme... Et aussi la chère Nicole, qui était la mémoire vivante du secrétariat de la QI. J'en oublie, c'était il y a déjà 36 ans!

Nous avons un lien très fort avec les versions anglaise et espagnole d'*Inprecor*. Nous avons établi une excellente synergie avec les camarades Jerry Foley et Braulio Chavez, responsables de ces deux organes. Le regretté Jerry était d'ailleurs un polyglotte incroyable, capable de lire et de traduire dans une cinquantaine de langues! Quand il a vu par exemple que ça commençait à bouger dans les pays baltes, il a appris en quelques semaines l'estonien, le lituanien et le letton pour pouvoir déchiffrer et traduire la presse des Fronts populaires!

Autrement dit, pour le cadre relativement jeune que j'étais (j'avais 30 ans), l'environnement intellectuel d'*Inprecor* était incroyablement riche et particulièrement stimulant.

Et puis surtout, il y avait Ernest Mandel! Le côtoyer et travailler au quotidien avec lui était un vrai bonheur pour moi. Il était d'une extrême gentillesse et bienveillance, avec

son grand sourire chaleureux. Je pouvais le solliciter sur tous les sujets, il écrivait volontiers, n'était pas avare de bons conseils. Dans les réunions du Secrétariat unifié, où l'ambiance était parfois tendue, il lui arrivait de lancer une grosse blague pour détendre l'atmosphère. J'ai toujours en tête le son de son rire jovial... Il avait un enthousiasme quasi juvénile et très communicatif.

Sans oublier bien entendu le fait qu'il était une encyclopédie ambulante dans presque tous les domaines. C'était un vrai théoricien, un savant, quelqu'un qui suivait toute l'actualité mondiale et qui était capable de citer par cœur les données économiques de différents pays aux quatre coins de la planète ou de raconter dans le moindre détail tout ce qui se passait dans le mouvement ouvrier mondial.

Et pourtant, il était sacrément modeste Ernest! Presque timide et très pudique. Par exemple, en janvier 1990, pour le numéro 300, j'avais fait une longue interview avec lui et j'avais posé des questions assez critiques sur le passé de l'Internationale. Il avait été très franc, très ouvert et avait répondu longuement, y compris de façon assez autocritique sur les orientations précédentes de la QI. Comme c'était très riche, j'avais supprimé les questions pour donner plus de place au contenu de ses réponses. Mais pour ça, j'avais dû modifier aussi une partie des phrases d'Ernest. J'ai voulu lui montrer la version finale pour qu'il vérifie, mais il m'a dit que cela n'était pas nécessaire et qu'il me faisait confiance. Il était comme ça, Ernest... Une des plus grandes fiertés de ma vie est d'avoir été son camarade et proche collaborateur. ■

Le 30 mai 2024



« Partager espoirs, déceptions, erreurs et intuitions »

Mariana, rédactrice d'*Inprecor* de 1990 à 1992, raconte l'évolution de la revue dans le cadre du recul du rapport de forces à l'échelle internationale.

Entretien avec Mariana*

Comment t'es-tu retrouvée à *Inprecor*? Qu'est-ce qui t'attirait dans cette revue ?

J'ai collaboré, avec quelques autres camarades investis dans le travail internationaliste de la Ligue (Stellio, Mireille, Jean...) pendant quelques années à la rubrique internationale de *Rouge*, lorsque le « réd chef » en poste à *Inprecor* en 1990, Erdal Tan, a annoncé son départ. C'est ainsi que, sûrement dénoncée par ce même camarade, qui était aussi un ami, et par les deux jeunes militantes qui réalisaient la revue avec lui (Natacha et Sophie, des jeunes des JCR, également militantes internationales), l'idée est venue de faire appel à moi. Je n'avais pas encore de véritable expérience dans la presse. En revanche, j'ai ensuite travaillé, comme beaucoup d'ancien-es passés-es par l'excellente école de *Rouge*, dans des magazines et dans un journal grand public pendant près de trente ans...

J'avais auparavant passé quelques années au Nicaragua et j'étais très impliquée dans la solidarité avec la révolution sandiniste, depuis la fin des années 1970. J'imagine que cet investissement internationaliste ainsi que l'expérience de l'hebdo de la Ligue avaient poussé ma candidature, même si j'étais davantage tournée vers l'Amérique centrale et latine que vers l'ex-URSS ou la Yougoslavie. Forcément intéressée par ce qui se jouait

alors là-bas, je me suis retrouvée à une place privilégiée et avec des interlocuteurs hors pair à *Inprecor* pour suivre ces processus!

Lorsque tu étais en charge d'*Inprecor*, il y avait un Bureau de la IV^e Internationale formé d'une dizaine de permanent-es. Et, à côté d'*Inprecor*, paraissait en anglais la revue sœur *International Viewpoint*, avec un contenu similaire. Comment se faisait alors le travail de la rédaction ?

Nous avions une liberté de travail que je n'ai pas retrouvée dans la « grande presse », soumise à des pressions en tout genre et notamment politiques: combien d'articles ai-je dû reprendre ou corriger après la relecture

par des ministres ou leur cabinet, voire par des comédiens et des attachées de presse! Les sections de la IV – à l'époque nombreuses et couvrant tous les continents et très actives dans leurs propres pays, du Mexique à l'Allemagne en passant par l'État espagnol ou la Suisse – et des groupes sympathisants de la IV ou des contacts nous proposaient des articles et/ou des documents.

Nous fouillions méthodiquement, avec les deux jeunes camarades, la presse de la IV mais aussi toute la presse radicale voire la presse universitaire spécialisée sans a priori ni sectarisme (sur des sujets comme l'Albanie, par exemple, c'est grâce à des interviews de chercheurs ou d'experts que nous avons pu écrire des articles).

Même si le bureau du SU nous suggérait des articles ou des sujets (il suivait davantage que nous une actualité foisonnante et complexe...), la décision, en dernière

« Des erreurs ? Des surestimations ? Nous en avons certainement fait, mais ni plus ni moins que la grande presse aux grands moyens qui souvent encense puis démolit, voire qui passe à côté de certains grands événements, n'ayant pas écouté ses reporters sur le terrain. »



instance, nous revenait à nous, équipe rédactionnelle. Nous tenions une réunion hebdomadaire avec un membre du bureau chargé d'*Inprecor*. C'était souvent Claude Gabriel, que je regrette tant, avec lequel j'ai découvert l'Afrique du Sud ou la Kanaky...



* Mariana a été rédactrice d'*Inprecor* de 1990 à 1992. Propos recueillis par Jan Malewski.



Mais la parole de ce « chef à plumes » (remplacé quelquefois par une « cheffe » très branchée Cuba-Amérique latine, Janette Habel...) ne pesait ni plus ni moins que la nôtre à l'heure des choix !

Nous communiquions ensuite le sommaire au bureau, qui pouvait enrichir ou suggérer de combler des oublis, mais sans imposer ni censurer quoi que ce soit. Nous échangeons nos projets avec les camarades de IVP et de *Inprecor America latina*, présent-es dans nos locaux, une autre excellente source de sujets.

Les années où tu rédigeais *Inprecor* étaient aussi celle de la fin de l'URSS, de la défaite sandiniste au Nicaragua... Comment *Inprecor* analysait alors ces questions à chaud ? Plus de trente ans plus tard, quel bilan tires-tu de ce que nous avons fait alors ?

En effet, moi qui avais les yeux quasi exclusivement rivés sur l'Amérique latine – voire centrale et notamment le Nicaragua – je me suis retrouvée à suivre le démem-

Les responsables d'*Inprecor*

- Anna Libera : 1974-1977
- Michel Rovere : 1977-1981
- Vincent Kermel (Francis S.) avec Xavier Langlade (Toussaint) : 1981-1985
- Ariane Michaloux : 1986-1988
- Yigit Bener août : 1988 - mars 1990
- Mariana S., Natacha Lillo et Sophie S. : février 1990 - décembre 1992
- Luiza Toscane : 1993
- Olfa Lamoum : 1993 - 1998
- Jan Malewski : 1998 - 2023

brement de l'ex-URSS, les premières expressions de la gauche indépendante à l'Est, que les contacts de Catherine Samary, d'Ernest Mandel – encore régulier aux réunions parisiennes du bureau – mais aussi de militants proches de la IV qui sortaient de la clandestinité comme notre camarade Petr Uhl, nous permettaient de couvrir avec des documents et des interviews exclusives. C'était passionnant, pour moi comme pour mes deux jeunes camarades: nous avions des infos et documents de première main, uniques, sur des sujets d'une actualité brûlante. Cela a été une véritable école politique et journalistique pour nous trois.

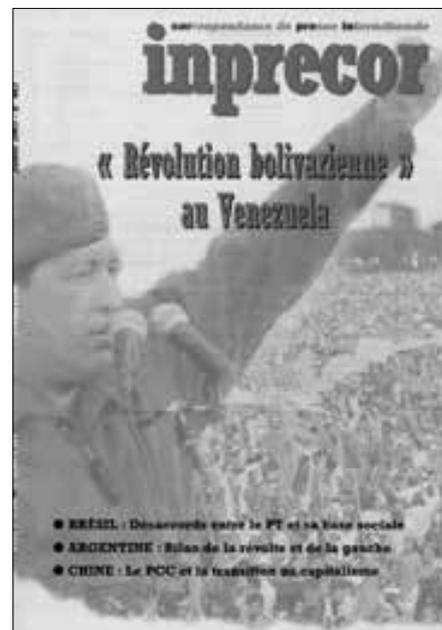
Le Nicaragua nous tenait à cœur: les deux jeunes journalistes y étaient allées en brigade! Le jour de l'annonce de la défaite du FSLN aux élections de 1990, couverte aussi en direct par Alain Krivine pour *Rouge*, j'ai moi-même décidé de partir au Nicaragua. Privilège immense que j'ai mesuré des années plus tard, quand j'ai vu comment des confrères et consœurs bien plus diplômées que moi ont dû souvent batailler avec plus ou moins de succès pour pouvoir partir en reportage quand ce n'était pas la priorité du directeur de leur rédaction... J'ai pu toucher cette nouvelle réalité et voir comment relancer la solidarité – bien vite retombée, malheureusement et étouffée par les déviances d'une partie de la direction du FSLN occupée non pas à sauver les meubles mais à s'enrichir.

J'avais ramené un article dont je me souviens encore le titre optimiste: « Le drapeau sandiniste flotte toujours sur Managua ». J'ai mis longtemps, comme beaucoup d'autres, à comprendre que ce n'était plus le même drapeau, mais une usurpation! Et que cette direction, et tout d'abord le tyran Ortega, n'avait pas l'intention de « gouverner par en bas »...

Des erreurs? Des surestimations? Nous en avons certainement fait, mais ni plus ni moins que la grande presse aux grands moyens qui souvent encense puis démolit, voire qui passe à côté de certains grands événements, n'ayant pas écouté ses reporters sur le terrain, leurs contacts locaux, leurs fixeurs... Nos « fixeurs » et « fixeuses » à nous étaient des hommes et des femmes engagées qui ont partagé leurs espoirs, leurs déceptions, leurs erreurs et leurs intuitions avec nous. Et nous avons eu raison de leur donner la parole: c'étaient ces acteurs et actrices de la « petite » histoire de la lutte sociale, féministe, syndicale qui nous donnaient leurs parts de témoignage et de franchise sur la grande Histoire. Leurs parts d'erreur aussi.

50 ans d'*Inprecor*

Nous avons essayé de partager toutes ces analyses et témoignages, souvent à chaud, qui essayaient, à un instant T et alors que l'histoire leur mordait la nuque, de prendre un peu de hauteur tout en ayant les mains dans le cambouis. Et nous avons eu raison.



Tu continues à lire *Inprecor*. En quoi selon toi la revue a-t-elle évolué en 50 ans ? Quelles critiques formulerais-tu aujourd'hui ? Comment pourrait-on tenter de l'améliorer dans les années à venir ?

Je sais que l'équipe s'est réduite et le boulot que vous faites à si peu est formidable! La IV aussi a changé et s'est affaiblie dans certains continents et pays. Forcément la dimension de reportages, interviews et témoignages que nous avons à cœur de développer Marc et moi-même avec mes camarades, pour faire une revue « écrite pour être lue » par le plus grand nombre et qui illustrent et étayent les grandes questions politiques, se font plus rares. Personnellement, ça me manque... C'est quelque chose que je continue de chercher dans la presse militante mais aussi dans la « grande presse » (il m'arrive de dénicher des pépites de reportages qui sont de vraies leçons de choses politiques en presse quotidienne régionale, voire dans des journaux de droite, notamment sur l'étranger).

Et je garde cette obsession d'essayer d'écrire et de toucher le plus grand nombre, même avec une publication militante. ■

Le 12 avril 2024

À Gaza, au Caire, à Paris, construire une direction palestinienne

Les mobilisations pour la Palestine sont intimement liées aux luttes de toute la région, avec leurs espoirs et leurs échecs, les batailles perdues et les renouveaux. Il s'agit, à chaque étape, de donner aux peuples les moyens de disposer d'eux-mêmes, contre les grandes puissances et leurs alliés.

Entretien avec
Ramy Shaath*

Peux-tu présenter ta trajectoire politique, de la Palestine à la France en passant par l'Égypte ?

Je suis né en 1971 à Beyrouth, au Liban, d'un père palestinien et d'une mère égyptienne. J'ai passé mon enfance durant la guerre civile libanaise et les attaques israéliennes sur le Liban, entre les raids aériens et les attaques de l'armée, et je pense que cela a contribué à façonner ma personnalité. Lorsque la guerre s'est intensifiée, la famille n'a pas pu rester au Liban et nous avons déménagé au Caire, où mon père avait vécu.

En Égypte, je me suis engagé très tôt, j'avais l'habitude de prononcer des discours à l'école à partir de mes 9 ans. La première fois que j'ai reçu la visite de la sécurité de l'État à l'école, j'avais 11 ans : ils ont interdit mon discours politique hebdomadaire et informé l'école. J'ai dû l'interrompre cette année-là, mais j'ai continué l'année suivante, je pense qu'ils

ne s'en sont pas rendu compte. J'ai été détenu à l'âge de 13 ans.

J'ai également joué un rôle actif pendant la guerre de 1982-1983 au Liban, pendant l'invasion et, plus tard, pendant la guerre contre les camps de réfugiés palestiniens. Je travaillais au bureau de liaison du Caire de l'OLP. Comme il n'y avait pas de communication à partir du Liban, nous avions un bureau secret au Caire, ainsi qu'à Chypre, auquel les dirigeants de la résistance se connectaient pour que nous les mettions en contact avec d'autres pays. Nous obtenions aussi des données et des informations, et envoyions des déclarations publiques ou des informations sur la guerre, afin que les Israéliens ne soient pas les seuls à la couvrir.

J'ai travaillé dans ce bureau, parfois toute la nuit, en attendant le tic-tac du télex – c'était avant l'apparition du fax. J'étais de ceux qui attendaient au canal de Suez les combattants qui sortaient du Liban en 1983 et 1984. Tous ces événements ont largement façonné ma personnalité.

Adolescent, j'étais de plus en plus impliqué : en Palestine mais aussi dans l'opposition égyptienne avec les deux principaux partis d'opposition de l'époque qui étaient Tagammu et Amal (1). Les deux étaient de gauche mais le second avait une touche islamique.

À la fin des années 1980, j'étais de plus

en plus actif au sein des groupes de l'OLP et je commençais à être connu. Lorsque Oslo a eu lieu en 1993, j'ai fait partie du groupe qui s'y est opposé – à l'accord concret mais aussi dans sa conception générale. Et ce, pour trois raisons :

Premièrement, sur le plan conceptuel, c'était une erreur, un désastre, nous laissions tomber notre peuple. Beaucoup d'entre nous le pensaient, même si on se tournait vers une solution à deux États, en raison de la dégradation du rapport de forces,

surtout après la fin de l'Union soviétique et la guerre en Irak de 1990. Nous connaissions très bien ce rapport de forces, car nos ressortissants ont été arrêtés dans le monde entier entre 1991 et 1993. Nous avons donc pris conscience du changement majeur

qui s'opérait, et à quel point les Américains tentaient d'exercer un contrôle total sur le monde. Cette situation nous touchait de plein fouet et nos groupes dans différentes parties du monde arabe disparaissaient, de sorte qu'il devenait très difficile d'agir.

Nous avons également bien compris la situation interne de la Palestine. Elle a connu la magnifique Intifada de 1987 à 1991, l'une des plus brillantes révoltes du peuple et de ses organisations, mais elle a été confrontée à une brutalité israélienne sans précédent et, à la fin de 1991, elle s'est éteinte – les gens commençaient à se fatiguer. On ne peut pas demander à

“Les Israéliens contrôlaient qui devenait une figure emblématique en Palestine, qui devenait un grand homme d'affaires ou un grand politicien, en lui permettant de se déplacer, d'importer ou d'exporter, de transférer de l'argent ou non.”

* **Ramy Shaath** est actuellement une des figures des collectifs Urgence Palestine en France. Fils de l'homme d'État Nabil Shaath, il a été détenu en Égypte de juillet 2019 à janvier 2022. Lire l'interview publiée dans *le Monde* le 19 janvier 2019. Propos recueillis par Antoine Larrache et Penelope Duggan, traduit par AL. 1) Le National Progressive Unionist Party, *Hizb al-Tagammu' al-Watani al-Taqadomi al-Wahdawi*, a été la fraction de gauche de l'Union socialiste arabe. Amal (« espoir » en arabe), acronyme de *afwāju l-muqāwamati l-lubnāniyya* (« détachements de la résistance libanaise » en arabe), est un parti politique et une ancienne milice musulmane chiite durant la guerre civile libanaise, fondé en 1974. Il s'est rapproché du Hezbollah.



Yassar Arafat avec Shimon Peres au Forum économique mondial (2001). © World Economic Forum.

des populations de manifester tous les jours, de s'affronter tous les jours, de faire grève tous les jours, pendant plus de quatre ans, quand il n'y a pas de résultats. Il était donc nécessaire que le peuple obtienne quelque chose sur le plan de la revendication nationale. Nous comprenions cela, mais nous pensions qu'Oslo, en tant qu'accord concret mais aussi en tant que méthode de négociation, était un désastre, que de nombreuses choses avaient été acceptées alors qu'elles n'auraient pas dû l'être, même dans l'optique d'une solution à deux États.

Et troisièmement, bien sûr, nous pensions qu'il n'y a pas de solution à deux États, que c'est un mensonge de merde et que toute l'idée était de nous contrôler pendant qu'Israël continuait à dévorer notre terre. J'ai d'ailleurs réalisé mon mémoire de maîtrise sur ce sujet, celui de la stratégie israélienne dans les négociations sur le statut final, et la conclusion que j'en ai tirée est qu'il n'était absolument pas prévu de nous donner quoi que ce soit, et cela dès le départ. Grâce à une documentation importante, je savais comment les colonies ont été construites sur des terrains aquifères (2) ou en haut des montagnes, comment la stratégie mise en place en Cisjordanie et à Gaza avait pour but d'empêcher la création d'un État palestinien, et comment les Israéliens y réfléchissaient dans leurs *think tanks*. Ils y disaient clairement n'avoir en réalité aucun plan pour une solution à deux États, et comment les États-Unis utilisaient cette stratégie au moment où ils ont pris le contrôle du Moyen-Orient après la guerre de 1990. Ils voulaient montrer que, désormais, ils conduisaient la région vers la stabilité après avoir passé des années à la déstabiliser dans leur lutte contre les Russes. Une stabilité qui se ferait à leur avantage en tant que

nouvelle puissance hégémonique.

Le président Arafat a demandé à nous rencontrer, et il nous a dit qu'il partageait cette analyse. Il a présenté trois éléments: d'abord, le rapport de force est très difficile; ensuite, nous voulons montrer au monde que nous faisons tout notre possible pour trouver une solution à deux États, d'autant plus que les Européens – plus que les Américains – nous ont promis que si nous faisons savoir que nous étions prêts à trouver une solution à deux États, ils l'imposeraient et feraient pression sur Israël. Nous n'avons jamais cru les États-Unis, leurs garanties officielles et leurs documents étaient pour nous du baratin made in Israël, mais nous avons cru à ce moment-là que les Européens tiendraient leur position, parce qu'il nous semblait qu'ils avaient intérêt à ce que le Moyen-Orient soit plus stable. Mais les Européens étaient bien trop faibles pour ça.

Enfin, nous disposions d'une période intérimaire de cinq ans, de 1994 à 1999, qui était censée se conclure par un accord sur le statut final prévoyant la création d'un État palestinien à part entière. Nous n'y croyions pas mais nous devons montrer notre bonne volonté à cet égard. Ces cinq années devaient être consacrées à trois choses:

1) mettre en place les symboles de la nation et de l'État palestiniens, ce qui implique un travail considérable: des ambassades, des relations politiques, des accords internationaux, des timbres, etc.

2) mettre à profit cette période pour ramener le plus grand nombre possible de Palestiniens en Palestine, que ce soit légalement ou illégalement – et nous avons probablement réussi à en ramener entre 750 000 et un million sur le territoire;

3) se préparer à la future guerre qui, selon nos prévisions, allait éclater après

l'échec de l'accord intérimaire de 1999. Nous avons donc estimé que la guerre commencerait entre 1999 et 2000.

Nous avons réalisé la plupart de ces tâches. Nous avons fait de notre mieux pour montrer notre engagement dans le processus, nous avons créé des symboles de l'État et l'avons organisé, nous avons fait revenir la population, mais nous n'avons pas réussi à nous préparer à la guerre qui s'annonçait, et de nombreuses raisons expliquent cet échec. Je peux directement citer la corruption qui s'est répandue dans l'organisation et l'influence israélienne qui est capable de contrôler qui entre et qui sort du territoire, qui obtient le statut de VIP et qui ne l'obtient pas, etc. J'ai averti de nombreuses reprises nos dirigeants que les Israéliens contrôlaient qui devenait une figure emblématique en Palestine, qui devenait un grand homme d'affaires ou un grand politicien, en lui permettant de se déplacer, d'importer et d'exporter, de transférer de l'argent ou non. Tout cela créait un pouvoir dans nos propres rangs, basé sur leurs intérêts et non sur les nôtres.

À partir de 1997, les problèmes se sont multipliés, je n'en pouvais plus et j'ai décidé de partir et n'ai plus jamais travaillé avec l'OLP. Je suis retourné au Caire où je suis resté en retrait pendant un an ou deux.

Lorsque la seconde Intifada a commencé, je ne pouvais pas rester à l'écart. Je suis donc retourné à Gaza, mais j'ai refusé de faire partie de l'administration et je suis resté au côté du peuple, mais aussi du président Arafat. J'avais une grande affection pour lui comme figure paternelle et comme dirigeant de la Palestine. J'avais travaillé en étroite collaboration avec lui, je connaissais son originalité et son honnêteté, son sentiment national profond, tout en sachant qu'il commettait parfois d'énormes erreurs d'appréciation ou dans l'action. De 2000 à 2004, j'ai donc effectué des allers-retours entre Gaza et l'Égypte, tout en effectuant des missions personnelles pour le président Arafat. Comme je ne faisais plus partie de l'Autorité, j'agissais sous les radars, et c'était donc plus facile de l'aider.

En 2004, le président Arafat est mort, empoisonné avec un accord total au niveau régional et international – il est certain pour moi que certains États arabes étaient dans le coup. Il s'agissait d'une décision des Israéliens et des Américains, mise en œuvre par

2) Un aquifère est un ensemble de roches qui peut contenir une nappe d'eau.

Palestine

les mains de Palestiniens présents autour du président. Cela restera un dossier sombre dans notre histoire. Il y a également un refus de certains pays du monde, y compris l'Europe et la France, de faire la transparence sur la situation médicale du président et sur le poison qu'il a ingéré.

Le président Arafat est donc mort en 2004, alors que l'Irak était envahi. J'ai quitté la Palestine le lendemain des funérailles parce que, depuis longtemps, j'avais personnellement de gros problèmes avec les nouveaux dirigeants. Je savais que nombre d'entre eux étaient corrompus et liés aux Israéliens, qu'ils arrivaient au pouvoir en s'appuyant sur les chars israéliens qui avaient occupé la Cisjordanie pendant le siège subi par le président Arafat en 2002, et que la transition s'était donc faite sous la menace des armes israéliennes et l'œil vigilant du général étatsunien Keith Dayton. Ils ont été chargés de réformer l'autorité et la police palestiniennes, c'est-à-dire de les rendre davantage contrôlables par les Américains et les Israéliens, ce que le nouveau Karzaï (3) de Palestine, Abu Mazen, était tout à fait disposé à faire.

Deux possibilités s'offraient à moi : l'une consistait à agir pour tenter de perturber l'autorité. J'avais peut-être la capacité de le faire, j'avais des partisans. Notre calcul à ce moment-là a été que, même si nous avions une chance de l'emporter, cela créerait un conflit interne dont seuls les Israéliens profiteraient, tout en causant probablement la mort de nombreuses personnes innocentes. J'ai donc décidé de quitter la Palestine et de me tenir à distance.

Je me suis tenu à l'écart de la Palestine de 2004 à 2011. J'ai complètement coupé les ponts, je n'ai même pas répondu aux appels téléphoniques de quiconque était lié de près ou de loin à l'Autorité. J'ai reconsidéré la longue expérience de ma vie et j'ai constaté qu'il était extrêmement difficile de lutter pour la Palestine de l'intérieur. Sans stratégie globale, il est très difficile de résister à l'occupation israélienne. Tous les mouvements de résistance, du Vietnam à l'Algérie ou ailleurs, disposaient d'un point de respiration pour s'approvisionner, se reposer, se rassembler et s'entraîner, ce qui n'est pas le cas pour la Palestine. Le seul moyen d'y parvenir était de libérer l'Égypte et la Jordanie afin de donner de l'oxygène à la Palestine.

J'ai donc décidé, en 2005-2006, de changer mon fusil d'épaule et de devenir

un militant égyptien, ce que je suis en réalité et en nationalité. J'ai été lié au mouvement d'opposition depuis mon enfance, j'ai été élevé au sein des partis d'opposition, je connaissais toutes les générations – la mienne grâce aux actions et manifestations menées à l'université, et la jeune génération parce que j'avais foi dans le mouvement des jeunes et soutenais leurs mouvements qui se développaient alors.

Nous avons donc commencé à travailler à la réorganisation de la scène palestinienne et égyptienne en vue d'une révolution. En 2009, cela devenait possible : il y avait un mécontentement majeur en Égypte sur le plan politique et économique. Un personnage symbolique comme Mohamed El Baradei, l'ancien chef de l'organisation nucléaire de l'ONU, qui était très respecté en Égypte, s'opposait au régime et déclarait son intention de revenir. Il ne représentait pas vraiment une perspective selon moi, mais ses positions ont amené beaucoup de gens à penser qu'il pourrait être une alternative. C'était un bon moyen de mettre en mouvement le peuple, parce que les dictateurs en Égypte et ailleurs prétendent toujours qu'il n'y a pas d'autres options – que ce soit en arrêtant les personnalités alternatives, en les tuant ou en les emprisonnant, ou encore en ternissant leur image et leur nom. D'une manière ou d'une autre, ils essayaient de faire passer l'idée que la seule option est le dictateur, son fils ou son général.

Nous avons commencé la révolution le 25 janvier 2011 – j'ai pris part à sa préparation. Cela a été l'un des moments les plus glorieux de ma vie de voir des millions de personnes dans les rues, criant pour le changement, pour la démocratie, pour les droits, exigeant la chute du dictateur. Il y avait beaucoup d'espoir.

Mais nous nous sommes rendu compte que le défi était très difficile à relever. Le pays était divisé depuis longtemps et il y avait un grand manque d'éducation politique. Nous avons essayé de former, d'organiser et d'éduquer le peuple, sur les places et dans les rues, et cela a alarmé les deux principales puissances, l'armée et le mouvement islamique. Ils ont donc tenté de mettre fin à la situation afin que la force du mouvement et le sentiment révolutionnaire ne s'enracinent pas. Nous avons également été confrontés à une réaction internationale et régionale majeure, de la part des pays qui ont été effrayés par un éventuel changement en Égypte et par la dynamique que cela aurait créé dans la région. Il y a également eu une tentative américaine de présenter le mouvement islamique comme une alternative civile sympathique, prête à reconnaître Israël et les intérêts stratégiques américains dans la région, avec l'objectif que ce courant garantisse ces intérêts, y compris en Palestine, avec l'appui de la population, par un régime démocratiquement élu plutôt que par un dictateur, ce qui constituerait une solution à long terme.

La révolution a été défaite, complètement. Nous aimions penser qu'il s'agissait seulement de l'échec d'une première vague, que l'idée du changement était enracinée dans l'esprit du peuple et qu'il avait vu à quel point le pays pouvait être beau si nous le reprenions. Mais en 2013, le coup d'État militaire a eu lieu, fortement soutenu par Israël, par les régimes répressifs et régressifs du Golfe, et par les États-Unis. À partir de là, les choses ont empiré.

Cela a commencé par un grand massacre dans les rues du Caire, visant le mouvement islamique, mais aussi toute l'opposition et



3) Hamid Karzaï, président de l'Afghanistan de 2001 à 2014, comme homme de paille des États-Unis.

l'idée même du droit du peuple à manifester ou à s'opposer (4). Nous avons formé les Coalitions révolutionnaires égyptiennes. Le lien entre la révolution égyptienne et la Palestine a toujours été très fort, et le groupe qui a préparé cette révolution était le même qui s'était réuni lors des manifestations pour l'Intifada palestinienne et contre la guerre en Irak. Il avait compris qu'il était impossible d'aider la Palestine sans un changement en Égypte. La révolution égyptienne, au cours des 18 premiers jours, était remplie d'images palestiniennes, des drapeaux de la place Tahrir du Caire à la poésie palestinienne de Mahmoud Darwich en passant par les symboles palestiniens de la libération et de la liberté. La contre-révolution s'y est opposée point par point, affirmant que la Palestine mettait en péril son alliance régionale avec Israël, les États du Golfe et les États-Unis, et qu'elle était dangereuse en tant que symbole de la liberté.

Nous nous sommes battus avec acharnement de 2013 et 2014, mais la situation devenait complètement folle, des mitrailleuses et des chars nous tiraient dessus dans les rues du Caire et les arrestations s'élevaient à 300 ou 400 personnes par jour, à chaque tentative de manifestation. Le mouvement a commencé à se disperser, beaucoup d'entre nous ont été arrêtés, beaucoup ont dû fuir le pays et il est devenu très difficile d'agir.

Je suis retourné à plusieurs reprises à Gaza, en 2011, en 2012 et en 2014 car il est très difficile pour moi d'être en dehors de la Palestine lorsqu'il y a une guerre. Après la guerre, je suis revenu au Caire et j'ai commencé à former le mouvement BDS. Pour moi, celui-ci avait deux rôles: d'une part, refonder la coalition qui soutient la Palestine et réorienter la lutte vers la Palestine, qui est la véritable lutte de libération, non seulement de la Palestine mais aussi de l'Égypte; d'autre part, nous savions, contrairement à la jeune génération, que les temps devenaient difficiles. Nous avons décidé de nous recentrer sur deux fronts: d'une part, la lutte pour nos prisonniers et nous avons donc formé un groupe appelé *Al hourrita Lil jidaan* (liberté pour les braves), et d'autre part BDS. Le mouvement BDS en Égypte a

commencé avec 5 000 membres, 10 partis, de nombreuses ONG, des syndicats et, bien sûr, il a été attaqué par le régime qui estimait qu'il constituait un danger, pas seulement en Palestine et pour Israël, son allié, mais aussi pour lui-même: en effet, BDS est devenu la seule formation en Égypte où les partis politiques, les mouvements révolutionnaires et les syndicats pouvaient se rencontrer parce que toutes les autres formations avaient été complètement détruites. On y discutait donc aussi de la reconstruction de l'opposition et de la lutte en Égypte.

En 2017, Trump a pris le pouvoir, j'ai commencé à être très actif contre l'Accord du siècle (5) dont la première réunion a eu lieu le 25 juin 2019 à Manama, au Bahreïn. J'avais l'habitude de le présenter comme la partie économique du « vol du siècle » (6). Ils pensaient pouvoir acheter la Palestine et la donner à Israël pour quelques avantages économiques. Nous avons organisé une contre-réunion à Beyrouth avec tous les mouvements d'opposition arabes dont le gouvernement participait à Manama,

et avec l'opposition libanaise. J'ai eu accès à l'avance aux lettres entre Kushner (conseiller et gendre de Trump, NDLR) et Sissi grâce à plusieurs sources, notamment internes au régime. Je les ai lues publiquement

lors de la conférence, j'ai attaqué Sissi, les Émirats et les États arabes, qui ont participé à la conférence. Quelques jours après être rentré de Beyrouth, j'ai été arrêté, sans inculpation et sans cadre juridique, et je suis resté en prison « sous enquête » pendant deux ans et demi, sans qu'aucune enquête n'ait lieu, sans qu'aucune question me soit posée. On m'a dit très tôt que mon arrestation était une décision égypto-israélo-émiratienne, avec le feu vert de l'administration américaine.

En 2021, ma femme a lancé une grande campagne de solidarité en France, et d'autres campagnes se sont développées dans le monde entier. En juin, j'ai eu l'honneur de voir, le même jour, des manifestations pour ma libération dans huit capitales différentes, dont Jérusalem et Paris. Trump est tombé et Biden est arrivé, il y avait des problèmes entre les Émirats et ceux qui avaient pris la décision de mon arrestation,

il y a donc eu une rupture de la coalition qui a décidé de mon emprisonnement alors que la pression pour ma libération s'accroissait.

Finalement, en janvier 2022, ils m'ont libéré à condition de me retirer ma nationalité égyptienne et de m'exiler hors du pays. Mais j'ai découvert qu'en réalité ils voulaient me livrer aux Israéliens, dans une tentative commune de se débarrasser de moi, sous le prétexte « officiel » de m'exiler en Palestine, en m'emmenant d'Égypte en Jordanie puis en Cisjordanie. J'ai pu leur échapper en Jordanie et me réfugier à Paris où se trouvait ma femme. Je suis arrivé à Paris le 8 janvier 2022 et, pendant la première année, j'ai été submergé de discussions, de visites et d'entretiens avec des personnes du monde entier qui parlaient de la situation en Égypte et des camarades que j'avais laissés derrière moi dans les prisons égyptiennes. Il y avait 70 000 prisonniers politiques et la première année, grâce au bruit et à la pression auxquels j'ai contribué, nous avons pu faire libérer la plupart de mes proches, mais bien sûr pas les dizaines de milliers d'Égyptiens innocents qui sont toujours emprisonnés.

Petit à petit, je suis revenu à l'enjeu qui me tient plus à cœur, la Palestine. C'est la question centrale pour la libération de toute la région et, sans elle, il n'y a pas de libération ailleurs. J'ai commencé à rassembler des Palestiniens en France et dans toute l'Europe et essayé d'élaborer une nouvelle vision pour la Palestine. Puis le 7 octobre est arrivé et toutes les Palestiniens ont ressenti une grande fierté envers la résistance. L'occupation nous a fait craindre pour l'avenir de la Palestine et nous a fait prendre conscience de la nécessité de reconstruire la direction palestinienne, mais aussi les mouvements de solidarité en Europe, pour que se retrouvent, au centre, les Palestiniens. Et nous y travaillons depuis ce moment-là.

Qu'ont représenté pour toi les accords d'Oslo ?

L'Autorité palestinienne a été, à mon avis, une erreur dès le départ. L'OLP représente 14 millions de Palestiniens à l'intérieur

4) Du 14 au 16 août, le massacre de la place Rabia-El-Adaouia, considéré par Human Rights Watch comme « le plus important de l'histoire moderne de l'Égypte », a fait 2 600 morts selon les Frères musulmans et l'Alliance anti-coup d'État.

5) « L'accord du siècle » au service de la droite israélienne », Randa Haidar, 12 juillet 2019, *Orient XXI*.

6) L'auteur joue sur la proximité sonore entre *deal of the century* et *steal of the century*.

et à l'extérieur de la Palestine, et l'Autorité palestinienne était un sous-traitant illégitime de l'OLP pour gouverner les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. Cela a entraîné, au fil du temps, une dualité entre l'OLP et l'ANP (nous insistons pour l'appeler Autorité nationale palestinienne pour rappeler son caractère national). En raison d'erreurs, mais aussi de manœuvres occidentales, les Américains mais aussi les Européens ont essayé de dissoudre l'OLP et, par le biais d'un contrôle monétaire sur les fonds qui transitaient par l'ANP, de rendre impossibles ses activités, qu'il s'agisse de conserver ses ambassades, de soutenir les réfugiés, de maintenir la mobilisation et l'organisation des Palestiniens dans le monde entier. Il s'agissait de pousser la représentation palestinienne à n'être qu'interne à la Palestine et de transformer la tentative palestinienne de créer un État en une domestication du leadership et du projet palestiniens.

Il en a été ainsi à la mort du président Arafat, qui était le dernier des dirigeants historiques de la Palestine à essayer de maintenir cet équilibre entre l'OLP et l'ANP, entre les obligations internationales et l'élan national, entre la diplomatie et la résistance. On est alors allé vers un système totalement pacifié qui a complètement perdu le soutien mais aussi le respect des Palestiniens, et a permis la croissance d'autres mouvements de résistance, qu'il s'agisse du Hamas et du Jihad islamique, ou d'autres groupes plus petits, des dissidences ou des groupes locaux.

Notre territoire a été découpé en différentes entités régies par la corruption et la mauvaise gestion. En fin de compte, chasser tous les dirigeants nationaux et les membres de l'Autorité et engager d'autres personnes qui ne travaillent que pour l'argent et suivent les ordres a contribué à tuer l'aspiration nationale palestinienne à l'indépendance et permis à Israël d'accroître son contrôle sur la Cisjordanie et la Palestine, d'annexer Jérusalem et de normaliser ses relations avec le monde entier. Non seulement avec le monde arabe, mais aussi avec la plupart des pays d'Afrique et d'Amérique latine qui jusqu'ici ne reconnaissaient pas Israël. Cette soi-disant paix qui n'a jamais eu lieu en Palestine, a permis à Israël de réussir une percée majeure. Nous y avons perdu

nos alliés et notre confiance. L'Autorité palestinienne est devenue un ennemi des droits des peuples, de leurs aspirations et de leur espoir d'indépendance.

Comment expliques-tu que les partis de gauche comme le FPLP ou le FDLP ne se soient pas développés en dehors de l'autorité ?

Nous avons de nombreux problèmes. Premièrement, il y a un problème conceptuel, non seulement en Palestine, mais dans l'ensemble du monde arabe. Le monde arabe est très religieux. Bien sûr, il y a des religieux et des non-religieux, mais la spiritualité y est importante et la perception selon laquelle la gauche est communiste et antireligion y a toujours restreint son développement.

Elle s'est développée à des moments où les gens la voyaient par le prisme des droits et de la justice sociale et elle a

disparu quand elle conduisait à perdre la relation avec la spiritualité, qu'elle soit musulmane, chrétienne ou autre.

Deuxièmement, je pense que le FPLP a manqué de leadership après les personnalités historiques qu'étaient

George Habash et Wadi Haddad. Le FPLP n'a pas produit de nouveaux dirigeants et a conservé la vieille génération et la vieille hiérarchie plutôt que de se régénérer en un mouvement de gauche plus jeune et plus dynamique.

Et troisièmement, le FPLP voulait aussi conserver son statut d'organisation internationale, conserver ses privilèges en tant que membre de l'OLP et du système, ce qui l'a affaibli dans le contexte de la fin de l'Union soviétique et des liens avec la Syrie, qui dirigeait la gauche dans le monde arabe. Cela a considérablement réduit la capacité d'une gauche organisée à se maintenir.

Peux-tu dresser un tableau de la résistance aujourd'hui en Palestine ?

Les gens doivent comprendre définitivement quelque chose: le 7 octobre est une décision de la branche armée du Hamas, qui n'a probablement même pas été communiquée à sa direction politique et encore moins aux autres groupes. Cette décision est le produit d'une préoccupation nationale,

collective, qui est la suivante: nous avons besoin d'une résistance armée contre l'occupation, il n'y a aucune chance que cette AP pacifiée et complètement détruite nous obtienne le moindre droit, face à ce monde hideux qui accepte qu'Israël dévore notre terre morceau par morceau, avec cette normalisation régionale qui nous contourne pour établir des relations stratégiques avec l'occupant, et l'Accord du siècle en était certainement un symbole exemplaire.

Alors la population a évolué vers la résistance armée, qui s'est développée en 2018-2019. Pendant les deux années qui ont précédé le 7 octobre, dans les cafés et devant leurs maisons le soir, en buvant un verre, les gens se détendaient en parlant du jour où nous passerons la barrière, comment nous la passerons et quels camps militaires nous allons cibler. Ce sont des gens normaux qui exploraient l'idée de mener une attaque pour résister à l'occupation et se battre pour la Palestine.

Même en Cisjordanie ?

Même en Cisjordanie. Les idées étaient différentes, mais nous avons vu au cours des quatre ou cinq dernières années la croissance de groupes comme *Areen Al-Usud* (La Fosse aux Lions) à Jénine, une multiplication de groupes plus petits construits sur une base communautaire. Le peuple et la nouvelle génération ont cessé de croire en l'ensemble du spectre politique. En Cisjordanie, où le Hamas est beaucoup plus faible et où sa capacité à former des groupes armés est moindre en raison de l'oppression israélienne coordonnée avec l'Autorité palestinienne, cela a conduit à la propagation de groupes locaux – des gens qui se connaissaient depuis l'école, le quartier ou l'université formaient des groupes armés. À un moment, leur capacité à obtenir des armes a même été soutenue par les Israéliens qui pensaient que cela pourrait mener à une guerre civile.

Ainsi, au cours des deux dernières années, les Israéliens ont autorisé l'arrivée d'armes en Cisjordanie parce qu'ils pensaient qu'Abou Mazen allait mourir et que l'absence de successeur clair conduirait à une guerre majeure au sein de l'Autorité palestinienne.

Et les syndicats ?

Les syndicats ont souffert de deux problèmes majeurs: le premier est que le syndicat est devenu local, alors qu'historiquement les syndicats palestiniens étaient

«*La gauche s'est développée à des moments où les gens la voyaient par le prisme des droits et de la justice sociale et elle a disparu quand elle conduisait à perdre sa relation avec la spiritualité.*»

internationaux. Nous avons des syndicats de travailleurs, de femmes, d'écrivains, etc. dans le monde entier et cela mobilisait partout les Palestiniens. Au cours des dernières années, ils ont même été divisés en deux structures, l'une en Cisjordanie et l'autre à Gaza, ce qui les a encore affaiblis.

Une grande partie de la résistance n'est pas armée, il s'agit plutôt d'une lutte pour la libération et l'indépendance qui utilise les compétences de chacun, qu'on soit médecin, écrivain ou ouvrier. La Palestine possède une longue histoire d'occupation israélienne et d'absence d'institutions officielles. Elle s'est donc habituée à être dirigée par des ONG, des syndicats, des combattants, des familles, des groupes locaux, etc. Notre mouvement civil et nos institutions non gouvernementales ont structuré la vie de la population au cours des 50 ou 60 dernières années. Les gens n'allaient pas voir la police ou les juges des colonisateurs, ils utilisaient des outils civils locaux. Les syndicats ont donc toujours été très importants en Palestine pour résoudre les problèmes et faire avancer les droits de la population. De plus, dans de nombreuses parties du monde, les gens voulaient soutenir la Palestine mais trouvaient dangereux de soutenir les groupes armés, ils ont donc soutenu les syndicats et les ONG, qui ont développé leurs liens internationaux.

As-tu des informations sur ce qui se passe en Jordanie ?

Il est probable que la majorité des Jordaniens soient d'origine palestinienne. Il y a une mobilisation actuellement, surtout dans les camps de réfugiés. Il y a deux sortes de Palestiniens : une partie est de plus en plus intégrée dans le système jordanien et a obtenu la nationalité. Ceux-là sont donc toujours engagés en faveur de la Palestine, mais ils ont aussi leur vie, font leurs calculs. L'autre partie, ce sont ceux qui sont toujours dans les camps de réfugiés, qui sont totalement engagés en faveur de la Palestine, qui continuent à s'organiser et que nous voyons aujourd'hui dans les manifestations.

Ces derniers jours ?

Oui. Hier, lundi 27 mai, il y a eu une énorme manifestation. Il y a tous les jours des manifestations face à l'ambassade israélienne, tandis que les colons attaquent les convois qui vont de Jordanie à destination de Gaza. La Jordanie brille comme lieu de

refus de l'attaque israélienne, et l'une des grandes inquiétudes américaines est certainement qu'ils pourraient perdre le contrôle de la Jordanie, comme ils pourraient perdre des régimes fantoches dans d'autres pays du monde arabe, la Jordanie étant finalement le plus fragile.

On a pu constater que les régimes d'Égypte et de Jordanie, qui étaient en faillite financière à cause de leur mauvaise gestion et de leur corruption au cours des dernières années, ont reçu après le 7 octobre d'énormes quantités d'argent de l'Occident pour se stabiliser afin de continuer à soutenir Israël et opprimer leur peuple. L'Égypte a reçu 50 milliards de dollars (7) et la Jordanie a reçu d'énormes sommes d'argent pour stabiliser le régime afin d'étouffer la colère de la population.

Quel est, selon toi, l'objectif d'Israël à Gaza ? Réaliser le « Grand Israël » ?

Grand Israël, c'est un terme très vague. Israël est le seul pays au monde dont la Constitution ne spécifie pas de frontières. Cela lui permet d'occuper la Cisjordanie aujourd'hui et de l'intégrer à Israël, d'occuper le Liban ou le Sinaï demain et de l'intégrer à Israël. C'est une colonie occidentale construite au Moyen-Orient sur l'idée de s'étendre, de contrôler et de déstabiliser. Cela permet à l'Occident de continuer à voler les biens et les ressources de toute la région et de la maintenir région dans un état de faiblesse. Alors oui, ils veulent étendre le territoire, c'est le premier objectif de ce plan de colonisation, et Gaza est certainement une étape importante, en génocidant ou en expulsant la population pour prendre possession du territoire, vidé.

Mais prenons du recul autour d'un moment spécifique, novembre 2021. Pour la première fois depuis 1948, lorsqu'Israël a expulsé la majorité du peuple palestinien, a tué des milliers de personnes et a jeté 800 000 Palestiniens hors de leurs maisons et de leurs terres et a importé des millions d'immigrants du monde entier pour coloniser la Palestine, il s'est passé quelque chose d'important. Au cours des cinq années qui ont suivi Oslo, nous avons ramené un million de Palestiniens et leur avons permis de se reproduire beaucoup plus rapidement – car en Palestine, la reproduction fait partie de notre résistance, il y a des familles qui ont 8 ou 10 enfants. En novembre 2021, pour la première fois, les Arabes palestiniens ont été en nombre égal avec les juifs dans la Palestine historique et ensuite sont deve-

nués plus nombreux, parce que notre croissance est beaucoup plus forte et que l'immigration des juifs du monde entier vers Israël a cessé. Plus personne ne souhaite faire partie de cette colonie, si ce n'est temporairement, pour en tirer des avantages, puis repartir rapidement vers l'Amérique ou l'Europe.

Par conséquent, Israël a quatre possibilités. Il y a l'option de laisser la population palestinienne prendre l'ascendant, ce que la direction coloniale israélienne ne veut évidemment pas faire. Une autre option consiste à mettre en place une solution à deux États, ce qui va à l'encontre de l'idéologie sioniste et de l'objectif d'Israël pour lui-même et pour le monde occidental colonial. Troisièmement, il a le recours à l'apartheid, qu'Israël utilise depuis 70 ans pour gérer les Palestiniens et qui devient difficile à maintenir, car le monde entier le voit, le sait et l'observe en détails, tandis que le nombre de Palestiniens augmente. La dernière possibilité est le génocide.

Alors, très clairement, le génocide est fondamental dans la vision stratégique qu'Israël a de lui-même en tant que système colonial qui consiste à dévorer la terre et à rejeter les populations à l'extérieur et les remplacer par des personnes venues d'autres pays. C'est exactement ce qu'ils font à Gaza.

Sont-ils capables de le faire actuellement ? Non. Y parviendront-ils ? Je ne pense pas, mais ils essaient. Même s'ils ne peuvent pas tuer deux millions et demi de Palestiniens, ou les expulser d'un seul coup comme en 1948, ils peuvent créer des conditions de vie intolérables : détruire complètement Gaza, les logements, la vie civile, les infrastructures, les universités, les écoles, les hôpitaux, les usines, les réseaux de gaz et d'eau, les réseaux électriques, les routes, les plantations.

Ils peuvent tenter de vider en une seule fois par le génocide et l'expulsion totale, en rejetant la population dans le désert du Sinaï, ou le faire graduellement en créant des conditions de vie intolérables.

Et que penses-tu de ce qui se passe autour de Benny Gantz qui dit qu'il va peut-être quitter le gouvernement ? Comment pouvons-nous utiliser ce genre de difficultés ?

Je pense que la résistance, et plus particulièrement Yahya Sinwar (dirigeant du Hamas,

7) « Endettement. Les pays du Golfe volent au secours de l'économie égyptienne », 27 février 2024, *Courrier international*.

NDLR), qui est un fin tacticien et a une compréhension très profonde de la société et de l'état d'esprit israéliens, ont réussi pendant cette guerre à diviser l'adversaire.

Mais tout le jeu de Benny Gantz est un jeu américain. Ce sont eux qui voient que Netanhayou et le reste de sa bande deviennent trop dangereux pour la stabilité et les intérêts à long terme d'Israël et pour leur colonie qui leur permet de contrôler le Moyen-Orient, de s'approvisionner en pétrole bon marché, en pillant et en maintenant les dictateurs dans la région.

Alors oui, les Américains sont prêts à pousser à un changement pour sauver Israël de lui-même et Gantz est prêt à jouer ce rôle. Gantz fait partie intégrante du cabinet de guerre et, lorsque la Cour pénale internationale a pris sa décision, elle a accusé Gallant (ministre de la Défense d'Israël, NDLR) et Netanyahou, pas Gantz, parce que les Américains veulent que Gantz survive et prenne la relève. C'est leur homme, le successeur qu'ils ont choisi. Personnellement, je n'ai strictement aucune confiance en lui, et je mets toujours en garde les gens contre les illusions sur la politique interne israélienne. Netanyahou est un criminel, comme Ben-Gvir et Smotrich (8). Ce sont des criminels, des terroristes et des fanatiques d'extrême droite. Mais c'est ce qu'a été Israël pendant 76 ans! Qu'ils soient issus du Parti travailliste de gauche, du Likoud ou d'autres formations similaires, tous les Premiers ministres d'Israël ont le sang de milliers de Palestinien-nes sur les mains.

Tel est Israël, tel est l'État colonial et telle est l'idéologie des colons. C'est l'idéologie sioniste de l'expansionnisme, du racisme, de la suprématie juive et blanche, du contrôle et du vol de la terre. De Ben Gourion à Eshkol, de Shamir à Sharon (9). Je peux citer des actions génocidaires majeures contre les Palestinien-nes: la destruction de maisons et d'habitations, des milliers d'assassinats, des mains et des jambes brisées, des yeux brûlés, ainsi que l'emprisonnement de dizaines de milliers de Palestinien-nes. Pour moi, une partie de l'amplification occidentale du rôle individuel de Netanyahou, Ben-Gvir et

8) Itamar Ben-Gvir, dirigeant de l'organisation d'extrême droite Otzma Yehudit (Force juive), est ministre de la Sécurité nationale. Bezalet Smotrich, membre de l'organisation d'extrême droite Mafdal – sionisme religieux, est ministre des Finances et ministre au ministère de la Défense.

9) David Ben Gourion a été un des fondateurs d'Israël et son Premier ministre, membre du Mapaï devenu le Parti travailliste israélien. Levi Eshkol a été Premier ministre de 1963 à 1969. Yitzhak Shamir a été Premier ministre, de droite.

Smotrich, c'est comme toujours pour sauver Israël en parlant d'erreurs de fanatiques d'extrême droite, pour maintenir l'État colonial sioniste.

Les contradictions au sein d'Israël sont aussi le résultat de la pression exercée sur Biden par le mouvement, non ?

Je ne vois pas ça comme ça. Netanhyahou, Smotrich et Ben-Gvir sont plus proches de Trump. Alors, comment Biden pourrait-il défendre quelqu'un qui soutient son adversaire dans l'élection présidentielle, et comment continuer à parler à quelqu'un qui ne l'écoute pas complètement et qui met en danger la grande stratégie américaine? Mais encore une fois, rien de tout cela n'est lié aux droits des Palestinien-nes, aux droits humains, au droit international,

gouvernements occidentaux et, en particulier dans les pays du Sud, ils ont vu qu'il y avait un deux poids deux mesures.

Cela a changé tout le discours pour lequel Israël serait une démocratie, et cela fait échouer le *whitewashing*, le *greenwashing* et le *genderwashing*. On a pu faire face aux discours idéologiques, montrer que si cette entité génocidaire fait partie de la civilisation occidentale, c'est d'un point de vue impérialiste, qu'elle n'a rien à voir avec les peuples d'Occident, avec l'ordre et la civilisation, que ce soit en termes de démocratie, de droits, de perspective ou d'attitude. Et je pense qu'ils ne peuvent plus y remédier.

Mon deuxième point est lié au rôle d'Israël au Moyen-Orient. Au-delà de l'expansionnisme en Palestine, son rôle est d'effrayer toute la région pour sauvegarder les



à la justice de quelque manière que ce soit, c'est lié à la stratégie américaine et à l'intérêt personnel de Biden face à Trump et aux Républicains. Et ce ne sont pas des éléments sur lesquelles on peut vraiment parier pour changer les choses.

Quelle est donc la voie du changement ?

Je pense que le 7 octobre et ses conséquences ont jeté de nouvelles bases. Tout d'abord, il y a un changement de discours et de perspective dans le monde entier: Israël est perçu comme un État voyou. Les gens comprennent ce que nous disons depuis des dizaines d'années. Les gens font le lien entre 1948 et aujourd'hui. Les gens ont vu la brutalité, le génocide, l'intention de tuer, la joie de soldats devant le massacre de Palestiniens. Les gens ont vu le droit international ridiculisé par les

intérêts impériaux américains au Moyen-Orient. Comment faire peur à la quatrième superpuissance, à l'armée la plus puissante, au troisième service de renseignement au monde, qui contrôle tout et qui a la capacité de détruire six armées arabes en un jour? Comment 1 200 Palestiniens, essentiellement des civils en pantoufles, ont-ils pu battre l'armée israélienne le 7 octobre? Et comment 360 kilomètres carrés et ses 2,5 millions de civils assiégés depuis 17 ans, peuvent-ils résister pendant près de 250 jours et continuer à atteindre l'armée israélienne, à tuer des soldats et des officiers et à détruire des chars?

Israël a perdu plus de la moitié de ses chars à Gaza. Oui, Israël est exposé et cette perception s'est répandue dans tout le monde arabe. L'horreur des destructions et les orgies macabres resteront dans les mémoires, on se souviendra des milliers

de maisons brûlées, des femmes tuées et des enfants décapités. Il y a à Gaza un grand cimetière avec des centaines de chars israéliens détruits. Cela brise l'idée selon laquelle Israël contrôlerait le Moyen-Orient.

Troisièmement, Israël a été vendu à ces dictateurs arabes comme leur protecteur face à l'Iran et à leurs contradictions destructrices internes, mais Israël ne peut même plus se sauver lui-même.

Quatrièmement, Israël a été présenté comme un espace économique sans danger, pour attirer les investissements technologiques, énergétiques et un passage pour les exportations. Il devait devenir la plaque tournante de la technologie du monde arabe, où l'argent des dictateurs arabes pourrait circuler en abondance. Mais Israël ne peut pas survivre sans la chaîne d'approvisionnement américaine dans tous les domaines. L'ensemble du secteur technologique a disparu après ces mois de guerre. Si la situation se stabilisait, Israël aurait besoin d'années et d'années pour être en mesure d'attirer à nouveau ces entreprises et les inciter à investir.

Il y a donc des fissures majeures dans l'entité coloniale et il faut les exploiter. Le combat ne sera peut-être pas facile, mais il y a une possibilité réelle d'implosion complète d'Israël. Finalement, comme pour tous les dirigeants dans le monde, le danger premier vient de l'intérieur, avant la menace des ennemis extérieurs: Nous pouvons voir qu'au fil des ans, les juifs non religieux ont été mis de côté et qu'un mouvement fanatique a pris le dessus, le sionisme religieux a pris le dessus et la communauté des colons est devenue la norme. Au fil des ans, le financement de dizaines de milliers de colons, leur armement et leur droit de tuer des femmes et des enfants palestinien-nes, de détruire des maisons et des villages, se sont retournés contre Israël. En effet, si vous êtes autorisé à faire cela aux Palestiniens-nes, pourquoi ne pourriez-vous pas le faire à un autre ennemi, juif ou israélien? Il y a une possibilité majeure d'implosion interne. On peut observer une immigration massive d'Israël, de 700 000 à un million d'Israélien-nes l'ont quitté. En Allemagne, aux États-Unis, en Australie et au Canada, des dizaines de milliers d'Israélien-nes demandent la nationalité ou la restitution de leurs documents. Le projet sioniste perd du terrain et je pense qu'il est temps de mettre fin à ce projet colonial.

Et construire une riposte ?

Personnellement je n'ai aucune envie d'un autre génocide. Je préférerais que la majorité des colons retournent chez eux, dans leur pays d'origine, et que ceux qui veulent vivre dans un État palestinien qui a toujours compté des musulman-es, des chrétien-nes et des juifs, qui ont vécu très harmonieusement pendant des siècles, le fassent, dans la Palestine historique.

Nous sommes aujourd'hui sous le coup d'un génocide, le rapport de force est difficile, mais il est incroyable de voir que la résistance est toujours là et très puissante. Le massacre qui s'est produit à Rafah le 27 mai est lié au fait que dans les 24 heures précédentes, la résistance a attaqué un grand groupe d'officiers de l'armée israélienne, les a entraînés dans un tunnel, en a tué une grande partie, en a blessé d'autres et a fait de nouveaux prisonniers de guerre. Deux officiers de Tsahal et des officiers de renseignement ont été arrêtés. Cela a eu lieu à Jabalia, que l'armée israélienne est en train de détruire. Tout cela après quelque 230 jours de destructions!

Le même jour, la résistance a pu tirer des roquettes sur Tel-Aviv, arrêter les vols vers l'aéroport Ben Gourion, en contournant les technologies anti-missiles. Il s'agissait d'un symbole, car cela ne peut être comparé aux capacités destructrices des bombes d'une tonne que les Américains ont fournies à Israël. Ce sont des roquettes artisanales qui sont encore tirées à quelques mètres de l'armée israélienne. Le peuple, face à cette guerre et ce génocide, commençait à craquer et à se demander si résister était la bonne décision. Aujourd'hui, le peuple relève la tête, soutient pleinement la résistance et est en harmonie avec elle. La résistance en Palestine n'est pas en mesure de libérer l'ensemble de la Palestine, mais un processus de fissuration a commencé et se poursuit. Cette guerre n'est pas près de se terminer. Elle pourrait s'arrêter pour ce qui concerne Gaza, mais, pour ce qui concerne le niveau régional, elle ne se terminera pas comme cela. Le processus en cours annonce la fin de la colonisation en Palestine.

Comment vois-tu la résistance dans les pays impérialistes et les liens avec les processus au Moyen-Orient ?

L'idéologie sioniste a mis en avant, non seulement en Israël mais aussi en Occident, les conceptions de Samuel Huntington sur la guerre entre les civilisations et sur le fait qu'il y aurait une civilisation chrétienne blanche – transformée en civilisation judéo-chrétienne – en guerre contre le monde islamique ou contre le monde oriental. Toutes ces idées sont fondées sur le concept de suprématie de la race blanche et sur l'impérialisme et, malheureusement, elles ont été couronnées de succès. Y compris au Moyen-Orient, où les Arabes ont reçu des bombes occidentales, l'exploitation occidentale, le soutien occidental au colonialisme et à la dictature.

Cela fait des années que nous parlons aux gens pour expliquer que nous faisons la différence entre les peuples et leurs gouvernements. Nous leur disons: les peuples d'Occident doivent-ils nous considérer comme partie prenante des actions de Sissi ou ben Salmane (prince héritier d'Arabie saoudite, NDLR)? Il y a une différence parce que les Occidentaux ont voté et choisi leurs dirigeants, mais les gens

ne se rendent pas compte du manque de compréhension, du rôle des médias, des conditions matérielles et de la société de consommation dans laquelle l'Occident s'est enfoncé.

Pour moi, l'une des choses les plus importantes est de rétablir le lien entre les êtres humains du monde entier, pour leurs propres droits, face à cette petite élite de bellicistes, de criminels cupides, par-delà les différentes religions et les différents pays, en espérant mettre fin à cette idée sauvage de guerre entre les civilisations, où ils nous envoient nous tuer les uns les autres pour le bénéfice de quelques-uns.

La Palestine représente tant de choses dans ce monde: la guerre dure depuis des centaines d'années, lorsque les Croisés puis, bien plus tard, Napoléon, ont tenté d'occuper la Palestine, lorsque les colonialismes britannique, français et européen

“*L'une des choses les plus importantes est de rétablir le lien entre les êtres humains du monde entier, pour leurs propres droits, face à cette petite élite de bellicistes, de criminels cupides, par-delà les différentes religions et les différents pays, qui nous envoient nous tuer les uns les autres pour le bénéfice de quelques-uns.*”

ont commencé à exploiter le Moyen-Orient et façonné le combat actuel en Palestine.

Cela doit cesser si nous voulons un monde différent. Et pour cela, il faut qu'en Occident on comprenne, et cette compréhension progresse, que les peuples sont exploités, qu'on leur prend leur argent, leur vie, qu'on tue leurs enfants.

Je me souviens avoir été interviewé par *CNN* après le 11 Septembre, après l'attaque du World Trade Center, parce que j'étais un expert des mouvements islamiques, d'Al-Qaïda et du reste de cette bande, et que le monde entier voulait savoir qui étaient ces gens, comment ils s'étaient développés et quelle était leur idéologie. J'ai expliqué en quoi cela consistait et, à la fin, la journaliste a essayé de m'embarrasser en me demandant: « que pensez-vous des gens déraisonnables en Palestine et dans le monde arabe qui ont célébré dans les rues ce qui s'est passé le 11 Septembre? » et j'ai répondu que oui, des Palestiniens déraisonnables ont célébré dans les rues, tandis que les Palestiniens raisonnables, eux, ont célébré à la maison... Elle a été choquée et, bien sûr, *CNN* ne m'a plus invité pendant 20 ans. Il s'agissait pour moi d'expliquer que depuis des décennies, les bombes qui ont tué notre peuple en Palestine, au Liban, au Soudan, en Égypte, en Libye, en Afghanistan, au Yémen et en Syrie étaient américaines, toutes les exploitations auxquelles nous avons été confrontés étaient américaines, toutes les dictatures qui nous ont gouvernés étaient soutenues par les États-Unis, toutes les colonies qui ont conduit à notre mort étaient d'origine américaine. Alors qu'est-ce qui vous fait penser que vous nous privez de notre humanité lorsque vous nous parlez des gens qui sont morts le 11 Septembre? Il faudrait que je me soucie sincèrement des 3 000 morts du 11 Septembre et que j'oublie le million d'Irakien·es que vous avez tués au cours du siège de dix ans en Irak, par la faim et le manque de médicaments? Je ne veux pas faire cela.

Mais bien sûr, nous savons que dans cette lutte, cette aspiration nationale pour notre indépendance et notre liberté, nous Palestiniens sommes très faibles, une petite nation de civil·es pour faire face à immense quête impériale: nous ne faisons pas face aux Israéliens, nous faisons face aux États-Unis et à l'OTAN. Depuis les superpuissances britannique et française du 19^e siècle jusqu'aux États-Unis, nouvelle superpuis-

sance impériale qui reprend le projet et le contrôle, on nous impose une colonie. Il est très difficile d'y faire face seuls.

Nous devons donc trouver un équilibre entre d'un côté tenir de façon inébranlable sur notre terre, faire croître notre peuple et l'aider à survivre, et de l'autre la nécessité de résister. Nous réalisons que la résistance ne nous mènera peut-être pas à la libération mais qu'il faut continuer jusqu'à ce que le rapport de forces change. C'est ce qui nous donne notre liberté et permet à notre résistance de travailler à la libération.

Nous devons nous allier avec des personnes libres dans le monde entier: voir des millions de personnes dans les rues du monde occidental, mais aussi du Sud et du monde arabe, pour la Palestine, est très important pour nous dans le cadre du changement du rapport de forces. Il est important à plus long terme que les gens comprennent ce qu'est la Palestine, comment elle souffre, comment ils peuvent l'aider et comment nous pouvons ensemble changer le rapport de forces.

Cependant, à l'intérieur de la Palestine depuis 20 ans et la mort de Yasser Arafat,

la Palestine n'a pas de direction. Il y a des forces de résistance ici et là, du Hamas au Jihad en passant par le FPLP, et même des échanges entre des groupes locaux, mais rien de tout cela ne constitue une direction politique. La Palestine a besoin de retrouver son unité et une direction politique. Et je pense qu'aujourd'hui, dans les combats, dans les rues d'Europe, des États-Unis, partout dans le monde et dans le mouvement de résistance qui est extrêmement héroïque en Palestine, une nouvelle génération de leaders émerge.

Une partie du rôle du mouvement de solidarité est de soutenir cette émergence et ces nouvelles perspectives palestiniennes qui doivent s'unifier, s'allier, se consolider et exercer leur rôle, non seulement dans les mouvements de solidarité, mais aussi en tant que future direction pour la Palestine, afin d'offrir de nouvelles alternatives, éduquées, visibles, soutenues, et liées aux mouvements du monde entier. Cela peut être le facteur décisif pour le changement en Palestine. ■

Le 28 mai 2024

Le mouvement dans les universités étatsuniennes

Les occupations de places et les campements, qui ont débuté le 17 avril, ont donné une nouvelle impulsion au mouvement de solidarité et ont ébranlé la politique nationale quelques mois avant l'élection présidentielle.

Par
Kay Mann*

En mai, le mouvement s'est répandu jusqu'en Europe et au-delà, ce qui a été un pas important dans la construction d'un mouvement international. Les images et les reportages quotidiens sur la tuerie à Gaza ont révolté les étudiant·es qui réclament que leurs universités annulent leurs partenariats avec les entreprises vendant des armes à Israël et, plus généralement, demandent un cessez-le-feu immédiat. Les occupations se sont répandues rapidement

* **Kay Mann** est universitaire et militante à Solidarity aux États-Unis.

dans les universités, notamment les plus prestigieuses.

Les occupations et la répression contre les campements font la une des médias, avec l'expulsion des étudiants des bâtiments universitaires et les arrestations. Le 17 mai, leur total s'élevait à 3 000 ! Certaines universités ont annulé les remises de diplômes de crainte qu'elles soient perturbées par des manifestations. Les administrateurs universitaires ont réagi de façons variées. Il y a eu des interventions musclées et des arrestations massives à Columbia et à l'université du Texas à Austin. Les manifestants pro-Israël ont violemment chargé le camp de l'université de Californie à Los Angeles (UCLA), tandis que la police est restée en

marge du campus, laissant pendant trois heures les nervis sionistes donner l'assaut du campement à coups de poing et de bâtons.

Un mouvement qui s'organise

Dans certaines universités, la direction a négocié avec les étudiants au sujet des investissements et a même accepté d'en arrêter certains. La question du désinvestissement a été discutée à Harvard et l'université de Californie à Berkeley. Le président de l'université de cette dernière a accepté de publier une déclaration en faveur d'un cessez-le-feu. Le campement a débuté à Columbia, l'un des cœurs des mouvements contre la guerre du Vietnam en 1968 et contre l'apartheid en Afrique du Sud dans les années 1980. Le campement de Berkeley rappelle les actions de 1968 et l'émergence du mouvement *Free Speech* (mouvement pour la liberté d'expression) de l'époque.

Les campements ont déclenché un débat important sur la Palestine, le colonialisme, l'antisémitisme et l'antisionisme dans tout le pays. L'ambiance dans les campements était la plupart du temps sympathique, respectueuse, démocratique et éducative. Des pâques juives ont été organisées, notamment par des militant-es juifs et musulmans, dans plusieurs universités.

Le mouvement a été déclenché par des militant-es et des organisations pro-Palestine, notamment l'organisation progressiste et antisioniste Voix Juive pour la paix. La gauche socialiste est peu implantée dans les facultés, comme toute la gauche, y compris la plus grande organisation socialiste du pays, le DSA. Jusqu'à présent, il n'y a eu aucune tentative de coordination entre les manifestants de différentes universités.

Cependant, suite à la descente policière à l'UCLA et à l'attaque des nervis sionistes, le syndicat United Autoworkers (UAW), section 4811, qui est le syndicat des assistants diplômés (*graduate assistants*, des doctorant-es et étudiant-es en maîtrise qui enseignent), a voté des moments de grève contre la répression et pour la liberté d'expression. Il s'agit de grèves politiques, ce qui est rare aux États-Unis et constitue un pas en avant pour le mouvement en solidarité avec la Palestine et le mouvement syndical.

Un autre pas en avant pour le mouvement a été la réunion de la première conférence nationale du mouvement pro-Palestine (People Congress for Palestine) qui a rassemblé 3 400 militant-es, à l'initiative du Palestine Youth Mouvement, le week-end



Le campement propalestinien établi sur le campus de l'Université McGill, le 13 mai 2024 © Ryan Remiorz / La Presse canadienne

des 24 au 26 mai à Detroit. Des militants du Party for Liberation and Socialism (PLS) ont joué un rôle central et ses dirigeant-es étaient très présent-es dans le programme. La conférence a appelé à une manifestation nationale à Washington pour le 8 juin.

« Genocide Joe » est bloqué

Biden, qui cautionne Netanyahu depuis le début dans son assaut sur Gaza, est coincé entre, d'un côté, les éléments pro-sionistes des Républicains et de son parti, le parti Démocrate, et, de l'autre, des Arabes-Américain-es, des Noir-es et une tranche importante de la jeunesse en colère contre son soutien d'Israël. Pendant les primaires du Parti démocrate, Biden a reçu un avertissement cinglant sous la forme des abstentions, les « uncommitted », ou « non-engagés », qui ont atteint le chiffre très important de 13 % des votes dans les circonscriptions électorales du Michigan où habitent des populations arabes-américaines importantes.

Les Républicains, qui sont le refuge de toute sorte de racismes et d'antisémitisme, ont cyniquement attaqué les campements sous l'accusation d'un prétendu antisémitisme. Le chef de la majorité du parti Républicain à la Chambre des députés, Mike Johnson, s'est rendu à Columbia pour dénoncer les manifestant-es et leur prétendu antisémitisme et demander la démission de la présidente de Columbia, Minouche Shafik, ancienne dirigeante du FMI et de la Banque mondiale, bien qu'elle ait déjà appelé la police de New York contre ses propres étudiants!

Les médias répandent l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme. Le *New York Times* a publié un échange entre des milliardaires sionistes et le maire démocrate de New York, Eric Adams: les milliardaires exigeaient des mesures de répression poli-

cière plus musclées contre les manifestant-es pour la Palestine. Des sionistes ont signalé leur intention d'inscrire les noms des manifestant-es sur une liste noire pour empêcher qu'ils reçoivent de futures offres d'emplois.

Les campements et la répression ont été très médiatisés au moment où l'armée israélienne préparait son assaut sur la ville de Rafah à Gaza. Biden, qui paie déjà un prix politique important auprès de sa base électorale pour son soutien à Netanyahu, et son secrétaire d'État, Anthony Blinken, ont montré leur frustration vis-à-vis de Netanyahu en ralentissant brièvement les livraisons d'armes à Israël. Mais peu après, la Maison Blanche a annoncé son intention d'envoyer un milliard de dollars d'armes à l'Israël, ce qui souligne à la fois la capacité des étudiant-es à peser sur la politique et les limites du mouvement et la nécessité de l'élargir.

Quels que soient les effets immédiats du mouvement sur la politique du gouvernement de Biden envers Israël et la Palestine, les campements ont ouvert un grand débat sur Israël et la Palestine, le sionisme et l'antisionisme. Israël ne peut plus se présenter comme le phare démocratique au Moyen-Orient, nier la torture des détenu-es palestinien-nés, et les autres abus vis-à-vis des droits humains, ou qualifier la lutte palestinienne pour auto-détermination de terrorisme.

Avec la fin de l'année scolaire universitaire aux USA, les campements se démobiliseront, mais ils ont déjà marqué des points et mettront plus de pression sur Biden pour exiger un cessez-le-feu et pour que leurs universités coupent les liens avec Israël et toutes les entreprises qui vendent des armes. L'exemple des étudiants inspirera et aidera la construction d'un mouvement international de solidarité avec la Palestine. ■

Le 27 mai 2024

Résistance indigène, défis politiques

Dans un entretien pour la revue *Jacobin*, Leonidas Iza, président de la CONAIE équatorienne, aborde la politique répressive du gouvernement, la militarisation et l'expansion du narcotrafic. Il critique également les politiques néolibérales et expose les débats politiques au sein du mouvement indigène et de la gauche.

Entretien avec
Leonidas Iza*

L'expansion soudaine du trafic de drogue en Équateur et l'invasion de l'ambassade du Mexique à Quito pour arrêter l'ancien vice-président Jorge Glas (1) ont attiré l'attention de l'opinion publique mondiale. En revanche, on parle moins de la politique répressive mise en œuvre par le gouvernement de Daniel Noboa ou du référendum concernant onze questions, prévu le dimanche 21 avril, qui promeut des politiques renforçant la précarisation du travail et des changements institutionnels favorisant un durcissement autoritaire de l'État.

Pour mieux comprendre ces questions, nous nous sommes entretenus avec Leonidas Iza, président de la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE), le principal mouvement indigène du pays.

* **Segundo Leonidas Iza Salazar** est un militant des droits des autochtones. Il est le président de la Confédération de nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE) depuis 2021. Il est l'un des principaux meneurs des manifestations anti-austérité de 2019 contre le gouvernement de Lenín Moreno. Propos recueillis par Martín Mosquera et Iain Bruce. Martín Mosquera est rédacteur en chef de la revue *Jacobin Amérique latine*. Iain Bruce est journaliste et militant de la Coalition COP26 basée en Écosse. Cet article a été publié par *Jacobin Amérique latine* le 19 avril 2024. Traduit par Jean Puyade.

1) Le président actuel de l'Équateur est Daniel Noboa. Fils du milliardaire Álvaro Noboa, il est soutenu par la coalition Action démocratique nationale (ADN), composée du parti Peuple, égalité et démocratie (PID) et du Mouvement MOVER, nouveau nom de l'ancienne Alianza País de l'ancien président Lenín Moreno. Il a été élu en 2023 lors de l'élection présidentielle anticipée consécutive de la procédure de destitution qui menaçait son prédécesseur libéral, Guillermo Lasso. Jorge Glas a été vice-président de Rafael Correa puis de son successeur Lenín Moreno.

Iza s'est imposé comme l'une des voix les plus importantes de l'opposition au gouvernement de droite de Daniel Noboa. Son leadership a été déterminant dans la défense des droits des indigènes et dans la résistance aux politiques néolibérales promues par l'administration actuelle.

Quels sont les facteurs qui ont conduit à la croissance rapide du trafic de drogue ? Comment peut-on caractériser la radicalisation autoritaire du gouvernement ? Quel rôle joue le mouvement indigène et quelles sont les possibilités d'une candidature aux prochaines élections présidentielles ? Quelles sont les relations entre le mouvement indigène et le Corréisme ?

Que penses-tu de l'invasion par le gouvernement de l'ambassade mexicaine où Jorge Glas, ancien vice-président de l'administration Correa, avait trouvé asile ?

La CONAIE condamne fermement la récente violation de l'ambassade du Mexique en Équateur. Le gouvernement équatorien, sous le mandat du président Daniel Noboa, a commis un acte extrêmement grave en forçant l'inviolabilité de l'ambassade du Mexique en Équateur.

Les ambassades sont protégées par le principe d'inviolabilité inscrit dans la Convention de Vienne. L'incursion illégale du gouvernement équatorien dans l'ambassade du Mexique à Quito constitue une transgression manifeste de la souveraineté mexicaine et un mépris total du droit international.

Il est alarmant de constater à quel point le gouvernement équatorien, dont la nature est clairement autoritaire et répressive, a recours à la force pour atteindre ses objectifs politiques. Cette action n'affecte pas seulement les relations bilatérales entre le Mexique et l'Équateur, mais envoie également un message inquiétant à toute la communauté internationale.

En outre, nous dénonçons les pratiques violentes, autoritaires et abusives qui ont cours sur les territoires de peuples comme le Palo Quemado. Le gouvernement de Noboa fait preuve d'un mépris ouvert pour la loi et l'État de droit en utilisant la force et la violence pour imposer ses intérêts politiques et persécuter les leaders communautaires, politiques et sociaux. Cette action reflète le désespoir et la fuite en avant du gouvernement, qui semble manquer d'appui pour la consultation populaire du 21 avril et qui a recours à la manipulation pour justifier des politiques qui nuisent directement au peuple équatorien.

Pourrais-tu décrire ce qui s'est passé à Palo Quemado en relation avec la lutte contre les mines et la réponse répressive de l'État ? Comment les événements se sont-ils déroulés et quelle est la situation actuelle dans la communauté ?

L'État équatorien a vécu 50 ans de dépendance à l'égard de l'industrie pétrolière et, ces dernières années, il a tenté d'opérer une transition en raison de l'épuisement du pétrole. On estime que d'ici 2030, la production moyenne sera réduite.

Actuellement, l'accent est mis sur la conquête de nouveaux territoires d'extraction minière, ce qui a conduit à deux questions fondamentales : premièrement, l'État offre des concessions et la souveraineté aux transnationales, envisageant même de céder sa souveraineté juridique pour résoudre les conflits par le biais de l'arbitrage international. Deuxièmement, les communautés, incluant les peuples indigènes, les paysans, les descendants d'Africains et les agriculteurs, s'opposent à la cession de leurs territoires. Ce conflit couvre environ 15 % du territoire national, ce qui équivaut à 5 à 8 millions d'hectares, selon la phase d'extraction minière.

En ce sens, il existe un conflit dans lequel l'État équatorien a recours aux forces armées, comme on l'a vu à Palo Quemado et Las

Pampas, pour garantir la sécurité privée des entreprises transnationales. Elles ont violé de manière flagrante le droit à la consultation préalable, libre et informée des peuples indigènes, ainsi que le droit à la consultation environnementale, c'est-à-dire le droit de toutes les communautés à être informées et à décider des projets susceptibles d'affecter leurs droits environnementaux.

Bien que la Cour constitutionnelle ait déjà déclaré inconstitutionnel le protocole de consultation utilisé par le gouvernement national dans le passé, ce dernier a mis en place un mécanisme d'urgence, par le biais d'une résolution ministérielle similaire. C'est un effort désespéré de la part du gouvernement, lié à sa participation au capital du secteur minier en Équateur, ce qui suggère un favoritisme envers ce secteur au détriment des droits des communautés affectées.

La répression à Palo Quemado a été intense et semble liée à l'état d'urgence déclaré par le gouvernement à la suite des attaques du narcotrafic du 9 janvier. Comment expliques-tu l'apparition soudaine du trafic de drogue dans l'histoire récente de l'Équateur et quel est l'impact politique de la militarisation et du renforcement de la répression ?

La situation actuelle peut être attribuée à plusieurs facteurs. Tout d'abord, Daniel Noboa a repris la stratégie des gouvernements précédents qui consistait à dire que l'État est trop grand et trop gros et qu'il ne peut pas dépenser des ressources économiques pour maintenir cette obésité. Il a donc réduit le budget dans des domaines tels que l'éducation, la santé, le développement social. Mais aussi dans celui de la sécurité, en démantelant l'infrastructure administrative du contrôle des prisons.

Deuxièmement, l'absence de contrôle efficace aux frontières a facilité le trafic de

drogue. Troisièmement, ce dernier profite de la vulnérabilité des jeunes, qui manquent d'opportunités économiques. Si tu n'as pas d'éducation, de service de santé et des conditions de vie minimales, qu'est-ce qui te reste ? C'est un terrain propice pour le narcotrafic. De nombreuses personnes ont été recrutées parce qu'elles n'ont pas de travail.

Enfin, la tentative du gouvernement, depuis celui de Guillermo Lasso, d'essayer de semer la confusion dans la population en affirmant que le mouvement indigène est lié au trafic de drogue, afin de délégitimer les manifestations, a engendré la confusion et une polarisation de la société.

Ainsi, ce qui s'est passé à Palo Quemado a été habilement utilisé pour attirer l'attention sur le problème de l'insécurité, un problème qui, bien que réel, n'est pas une situation généralisée au niveau national, mais concerne principalement la côte. Les communautés indigènes et paysannes de la Sierra et de l'Amazonie ont réussi à maintenir un certain contrôle sur leurs territoires. Cependant, en essayant d'assimiler le mouvement indigène au narcotrafic, ils tentent d'ancrer dans les esprits que tout doit être balayé et détruit. À Palo Quemado, il n'y a pas de présence de narcotrafic, ni d'exploitation minière illégale identifiée, mais le gouvernement national a utilisé la situation nationale pour réprimer les communautés indigènes de Palo Quemado. Même à l'Assemblée nationale, nous avons affronté le commandement conjoint des Forces Armées parce qu'il a diffusé des informations trompeuses. Il est vrai que l'exploitation minière illégale liée au trafic de drogue existe dans d'autres endroits comme Buenos Aires, Ponce Enríquez, Azuay et Napo, mais c'est dû au manque de capacité de réponse des communautés, en raison de la violation de leurs structures d'organisation territoriale. Dans les territoires où celles-ci sont présentes, le Gouvernement national tente de créer la confusion.

Pourrais-tu nous parler de la consultation populaire proposée par le gouvernement, en détaillant les enjeux et la position du mouvement indigène face à celle-ci ?

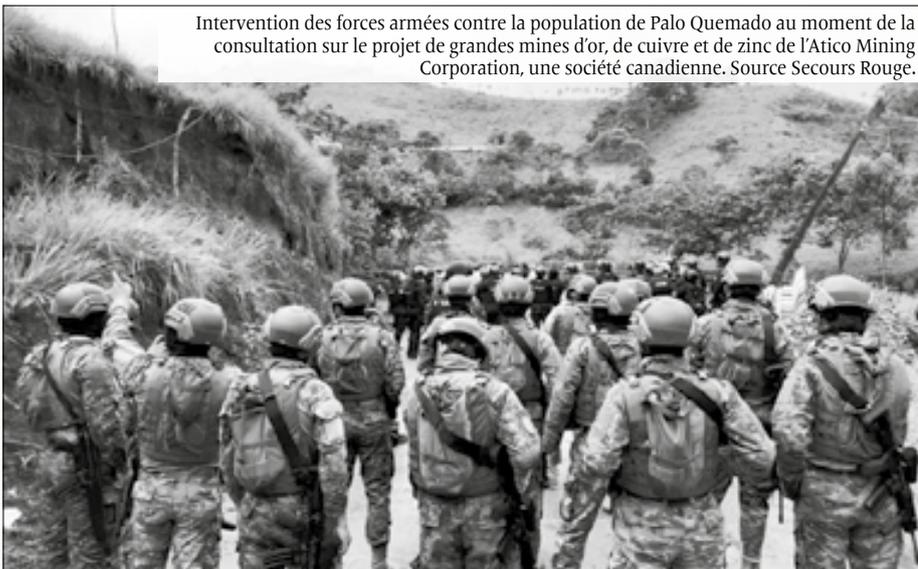
Il est important de diviser l'analyse en trois blocs. Le premier concerne la sécurité : il est possible d'effectuer des réformes dans le cadre juridique existant, il n'est pas nécessaire de dépenser 60 millions de dollars pour une consultation, alors que ces modifications pourraient être résolues par l'Assemblée nationale. Les domaines thématiques liés à la sécurité sont déjà identifiés, y compris les articles pertinents.

Le deuxième bloc concerne la réforme du système judiciaire et des institutions, qui pourrait également être abordée par le biais de réformes proposées par l'Assemblée nationale, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une consultation.

Le troisième bloc, qui nous concerne au plus haut point, concerne la réforme du travail. Depuis des années, nous affirmons clairement que les entreprises cherchent à « assouplir » le droit du travail afin d'accroître leurs profits en augmentant l'exploitation des travailleurs. La question posée dans la consultation sur le passage à une rémunération à l'heure travaillée entraînerait un déséquilibre important, tant au niveau de l'État que pour les travailleurs. Comment calculerait-on les pensions de retraite ? Le calcul de la pension et des cotisations deviendrait compliqué. Nous n'aurions plus la possibilité d'exiger le paiement des heures supplémentaires en dehors du temps de travail. Cela pourrait être la nuit, cela pourrait être le jour, cela pourrait être le samedi, cela pourrait être le dimanche. Cette proposition revient donc à mettre en place les conditions d'une surexploitation au profit des patrons.

Un autre aspect crucial est la consultation sur les arbitrages internationaux. La question est de savoir si nous sommes d'accord pour que les conflits avec les entreprises étrangères soient résolus par des arbitrages internationaux, ce qui serait préjudiciable à la souveraineté de l'Équateur. Le cas de Chevron Texaco est un exemple clair de la façon dont les entreprises ont exigé que l'Équateur cède sa souveraineté et soumette le conflit à l'arbitrage international, ce qui a entraîné des pertes importantes pour le pays. Il est essentiel de réaffirmer la souveraineté et l'unité de l'État équatorien dans tous les domaines juridiques, économiques et politiques.

En résumé, nous avons rejeté les onze questions de la consultation, car elles ne



Intervention des forces armées contre la population de Palo Quemado au moment de la consultation sur le projet de grandes mines d'or, de cuivre et de zinc de l'Atico Mining Corporation, une société canadienne. Source Secours Rouge.

représentent la position de la CONAIE sur aucun des aspects mentionnés.

Peux-tu parler du gouvernement Noboa, qui a initialement gagné en popularité après avoir déclaré l'état d'urgence après les attaques du 9 janvier, mais qui a ensuite commencé à perdre ce soutien. Comment caractériserais-tu sa gestion et quelle est sa situation actuelle en termes de popularité et de stabilité ?

Dans sa volonté de gagner les élections, le gouvernement a fait des promesses fondées sur des illusions, des mensonges, que nous, Équatoriens, avons fini par accepter comme des vérités. Le Gouvernement national est allé à l'encontre de ses propres promesses dans quatre domaines clés. La première est la réduction du prix des carburants. Or que se passe-t-il ? Une augmentation du prix des carburants est annoncée. Il avait dit : « Il n'y aura pas d'augmentation de la TVA et des autres taxes », mais il a en fait augmenté la taxe sur la valeur ajoutée. Qu'avait-il promis d'autre ? Qu'il n'y aurait pas de privatisation des secteurs stratégiques. Or, des lois ont été adoptées qui ouvrent la voie à la privatisation d'entreprises essentielles pour les Équatoriens. Et quatrième, il a prétendu explorer des alternatives pour garantir l'énergie dans le pays, y compris la modernisation du système électrique avec la promesse de réduire les coûts. Au lieu de cela, les prix ont augmenté et les problèmes de gestion de l'électricité n'ont pas été résolus.

Même s'il est vrai qu'il a initialement gagné beaucoup en popularité avec la question de l'insécurité, le président de la République a principalement axé sa gestion sur la répression des secteurs populaires et appauvris du pays, qui sont les plus touchés par les conséquences des ajustements structurels imposés par le Fonds monétaire international et les politiques néolibérales. Ce que nous avons observé, c'est que leur stratégie s'est concentrée sur l'arrestation de

jeunes, de délinquants et de toxicomanes, les présentant au pays et au monde comme des trophées de leur lutte contre le crime. Sur les 11 800 détenus enregistrés, la plupart d'entre eux, environ 11 500 personnes, ont été détenus sans qu'aucune procédure judiciaire n'ait été engagée à leur encontre, ce qui suggère que ces arrestations sont peut-être plus axées sur un spectacle médiatique que sur un véritable plan de démantèlement des structures criminelles du pays.

Un autre aspect préoccupant est que, bien qu'il existe des groupes identifiés comme responsables d'activités criminelles graves, le Président de la République n'a pas déclaré ces groupes comme étant des terroristes, comme c'est le cas pour la « mafia albanaise » ou pour le groupe Jalisco au Mexique. On peut donc se demander si la lutte contre le trafic de drogue et l'insécurité n'est pas surtout utilisée comme un outil politique pour neutraliser des opposants politiques.

D'autre part, il est effrayant de constater la vraisemblable protection des classes dominantes liées au trafic de drogue, comme en témoigne la découverte récente de grandes quantités de drogue dans des ports contrôlés par des entreprises privées. Il suffit de regarder d'où vient la drogue : ces jours-ci, une tonne et demie a été mise en lumière, mais au cours des mois précédents, dix tonnes ont quitté les ports contrôlés par des entreprises privées. Qui est l'exportateur ? C'est Noboa !

Il y a aussi l'affaire de Guillermo Lasso et son beau-frère, qui sont liés à la « mafia albanaise ». Mais le procureur a dit qu'il bénéficie de la présomption d'innocence et que, s'agissant d'informations confidentielles, les noms et les informations ne pouvaient être divulgués. Mais ce critère n'est pas appliqué aux jeunes pauvres, aux toxicomanes, qui ne bénéficient pas de la présomption d'innocence accordée aux élites.

Il est également inquiétant que certains membres des Forces armées diffusent des informations irresponsables selon lesquelles nous luttons contre l'exploitation minière transnationale parce que nous voulons ou sommes liés à l'exploitation minière illégale. Ils essaient de créer des tensions et des malentendus au sein de la population et dans les rangs des militaires eux-mêmes.

Nous aimerions maintenant aborder une question plus générale. Le mouvement indigène a été un acteur clé ces dernières années, avec des étapes importantes comme la mobilisation d'octobre 2019 (2) ou de juin 2022. Quel est, selon toi, le rôle actuel du mouvement indigène dans cette conjoncture politique et, en particulier, comment vois-tu le débat autour d'une éventuelle candidature indigène à la prochaine élection présidentielle ?

Pour l'instant, je pense que le rôle fondamental que les organisations indigènes peuvent jouer dans le pays est de transformer l'idéal de la pluri-nationalité en une réalité. Celui-ci, bien qu'il soit présent dans la Constitution depuis 2008, ne s'est pas encore concrétisé dans la vie quotidienne. La tâche actuelle du mouvement indigène et d'autres secteurs populaires et paysans est de faire de cet État plurinational une réalité en termes d'organisation. Je pense que le mouvement indigène aurait la possibilité de partager son expérience vieille de plus de 500 ans.

En pleine crise de l'insécurité, dans quels territoires le trafic de drogue et le crime organisé n'ont-ils pratiquement pas pu pénétrer ? Dans les territoires qui ont une capacité d'organisation. Nos communautés ont permis à l'État d'économiser des millions de dollars car elles garantissent notre sécurité grâce à des gardes communautaires et à des systèmes judiciaires autochtones. Nous pouvons faire un saut qualitatif et contribuer à la définition des politiques publiques. En outre, nous devons travailler à la construction d'une société interculturelle qui respecte et promeut la démocratie communautaire et le pluralisme juridique, valeurs fondamentales pour les peuples indigènes.

Considérons maintenant la possibilité pour le mouvement indigène de participer aux prochaines élections. C'est une option qui est sur la table. Il existe des conditions minimales que nous devons prendre en compte à l'approche de l'ouverture du nouveau processus électoral. Par la suite, il sera nécessaire de prendre des décisions sur les mécanismes qui nous ont historiquement soutenus : une démocratie participative et communautaire qui défend nos structures

“On peut donc se demander si la lutte contre le trafic de drogue et l'insécurité n'est pas surtout utilisée comme un outil politique pour neutraliser des opposants politiques.”

2) En octobre 2019, la communauté indigène s'est mobilisée contre un décret qui provoquait plus du doublement des prix des carburants. Le pays a été paralysé pendant 12 jours et les affrontements ont fait 7 morts et 1 300 blessés. L'état d'urgence a été décrété. Les champs pétroliers ont été occupés. Le mouvement est dirigé par la Conaie (Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur). Le gouvernement, après avoir déplacé son siège à Guayaquil, a reculé. Lire « Chronique et analyse d'une victoire historique du mouvement indigène », Decio Machado, *Inprecor* 666-667.

organisationnelles sans provoquer de divisions ou de ruptures internes.

Tu as mentionné à plusieurs reprises l'importance de l'unité de la gauche dans le cadre d'une éventuelle candidature indigène. Comment envisages-tu cette unité de la

gauche? Est-elle viable? Quelles sont les conditions nécessaires pour qu'une candidature indigène soit efficace? Et si ces conditions sont réunies, quelle serait l'étape suivante?

En termes structurels, notre société et notre système démocratique sont dominés par la démocratie représentative, qui tend à fragmenter le pouvoir entre différents partis ou mouvements politiques. Pour avancer vers une véritable transformation du pays, nous devons en finir avec ces parcelles de pouvoir que chaque parti défend pour lui-même et nous concentrer sur un projet global de transformation de l'Équateur. Nous l'avons dit: les élections doivent être considérées comme faisant partie d'un processus de lutte. Pour nous, les élections ne sont pas exclusives, elles doivent faire partie d'un processus de lutte: la lutte dans les rues, la lutte à l'Assemblée législative, la lutte juridique, la lutte par les revendications vis-à-vis des tribunaux nationaux et internationaux. Pour avancer dans le processus électoral, de quoi avons-nous besoin? De briser ces parcelles de pouvoir. Quelle doit être la matrice pour sortir de ce processus? La matrice doit être de définir le projet de transformation de l'Équateur. Dans ce projet de transformation de l'Équateur, tous les mouvements et partis politiques qui ont une idéologie de gauche ou qui font partie du camp populaire ou qui remettent en question le modèle néolibéral. Alors, unissons-nous dans ce projet de transformation du pays.

Le mouvement indigène, composé de 18 peuples et 15 nationalités, représente des sociétés millénaires qui existaient bien avant la formation de la République, il y a 200 ans. Ces communautés se sont maintenues tout au long des siècles. Comment pouvons-nous intégrer le système de pensée des nations originelles dans ce projet politique que nous défendons d'un point de vue de gauche et qui critique le modèle actuel? Comment réaliser cette convergence entre ceux qui défendent ces valeurs?

“*Pour avancer vers une véritable transformation du pays, nous devons en finir avec ces parcelles de pouvoir que chaque parti défend pour lui-même et nous concentrer sur un projet global de transformation de l'Équateur.*”

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à ce défi: réaliser l'union de divers secteurs de la société: métis, blancs, cholos (3), indigènes, afro-descendants, tous partageant un projet de gauche ou l'objectif de transformer la société. D'autre part, nous avons également la vision des peuples indigènes, représentés par 18 peuples et 15 nationalités, qui aspirent à transformer ce pays tout en préservant leur vie, leur conception du monde et leur culture.

Penses-tu qu'il est possible que le corrésisme ou d'autres mouvements de gauche puissent se joindre à cette perspective?

Tous les mouvements de gauche ont besoin de se remettre en question et de se secouer, y compris le corrésisme. Nous n'attaquons pas le corrésisme en tant que phénomène, mais en nous demandant comment il est possible que, s'il se définit comme étant de gauche, il soutienne des politiques néolibérales radicales de droite dans notre pays. Au cours des 15 derniers jours, j'ai soulevé ce débat. Certains ont peur d'être étiquetés comme radicaux et choisissent donc la modération, mais le problème est que la droite se radicalise, non seulement ici, mais dans le monde entier. Qui est donc responsable que les politiques de droite, qui deviennent de plus en plus radicales, aillent de l'avant? Pas seulement la droite, mais ceux aussi qui se considèrent de gauche et qui votent en faveur de ces politiques.

Le corrésisme doit se secouer. Est-il possible de continuer à se dire de gauche quand, en votant, on soutient des politiques telles que la privatisation, l'augmentation des impôts et l'annulation de la dette des grands groupes économiques, tout en continuant à mettre en œuvre une politique fiscale qui affecte les pauvres et la classe moyenne? Je crois qu'en ce moment, il est nécessaire d'appeler tous les mouvements de gauche à regarder au-delà de leurs propres intérêts et à envisager un programme de gouvernement plurinationnel de gauche. Cela implique également d'ouvrir un débat au sein du mouvement indigène. La politique équatorienne a stigmatisé le fait d'avoir une position poli-

tique, et si quelqu'un issu du corrésisme participe à un programme plus large qui cherche à transformer l'Équateur, quel sera le stigmate? Ce sera: es-tu corrésiste ou anti-corrésiste? Cette division profite à la droite radicalisée en Équateur. C'est pourquoi je pense qu'en ce moment, nous devons ouvrir ce processus. Ces intrigues de pouvoir ne disparaîtront que si nous pouvons nous unir dans un projet de transformation de l'Équateur. Par conséquent, tous les mouvements de gauche doivent se mobiliser et travailler à la construction d'un processus plus inclusif au niveau national.

Quelle est la situation du mouvement Pachakutik?

La situation du mouvement Pachakutik est compliquée à aborder en raison d'un amollissement idéologique qui s'est produit au cours des 15 dernières années. On a prétendu que le mouvement indigène ne s'alignait ni sur la gauche ni sur la droite, ce qui a semé la confusion parmi les cadres politiques. Cette confusion a été exploitée par la droite, car personne ne voulait être identifié comme corrésiste et ainsi de nombreux secteurs du mouvement indigène ont fini par soutenir la droite.

Cependant, en ce moment, la direction de Pachakutik adopte une position plus définie et de gauche. Malgré cela, nous devons faire face à un secteur de la social-démocratie, tant au sein du mouvement indigène que dans la société en général. Il est essentiel que nous maintenions des positions claires sur ce que signifie être de gauche et appartenir au mouvement indigène, car ces positions doivent servir de base à la construction de quelque chose de différent. Nous ne pouvons pas accepter que, au nom de la social-démocratie, nous soutenions des positions modérées qui, en fin de compte, soutiennent les politiques les plus radicales de la droite. Actuellement, à Pachakutik, nous sommes dans un processus de redéfinition et de réflexion, avec l'objectif que les candidats qui se présentent à l'Assemblée nationale ne cherchent pas seulement à obtenir un espace, mais qu'ils considèrent cet espace comme une partie intégrante du projet de transformation de l'Équateur. ■

Le 19 avril 2024

3) Cholo est un terme mal défini, souvent péjoratif, en rapport avec les personnes d'origine amérindienne, qui dans de nombreux cas ont du sang espagnol ou ont adopté des éléments du vêtement, de la langue ou de la culture espagnole.

Équateur: Après la « consultation populaire-référendum » de Noboa

Les résultats de la consultation populaire-référendum organisée le dimanche 21 avril par le président équatorien de droite Daniel Noboa, quelques mois à peine après son installation au pouvoir en novembre 2023, n'ont pas répondu totalement à l'objectif qu'il s'était fixé. Pour Noboa il s'agissait de remporter un plébiscite avec un Oui franc et massif aux 11 questions posées à la population équatorienne (dont 5 questions-amendements à la Constitution) et, sur la base de cette victoire politique, de s'engager dans la marche à sa réélection l'année suivante en 2025.

Par
Jean Puyade*

O r, si le Oui s'est imposé sur 9 questions relatives à la sécurité et à la violence, et par là à la militarisation du pays qu'il a commencé à entreprendre, c'est par un Non net et massif que la population a répondu aux deux questions D et E, relatives aux choix économiques du pays et au droit du travail.

Un échec partiel de Noboa, un succès populaire

Il y a d'une part le refus d'accepter le recours aux règles de l'arbitrage international en cas de litige du pays avec les transnationales minières ou pétrolières, expertes en la matière (D), et de l'autre le refus du retour aux contrats temporaires de travail et au paiement à l'heure de travail, c'est-à-dire l'acceptation de la précarisation et de la flexibilisation du marché du travail et de la baisse des salaires (E). En cela résidait justement une partie de la manipulation de cette *Consulta popular*, qui visait à trouver une caution à sa politique économique et sociale néolibérale aggravée, concentrée dans ces deux questions, noyées au milieu des autres questions sur la sécurité. Convoquée à des fins de légitimation électorale, les résultats de la Consultation ne permettent pas de

* **Jean Puyade** est membre de la commission Amérique latine du NPA-L'Anticapitaliste.
1) « Le mouvement indigène équatorien appelle à un mouvement international contre les industries extractives », Ian Bruce, 5 avril 2024, *Inprecor*.

prétendre à un soutien inconditionnel au gouvernement et à son président.

Noboa a beau proclamer sa victoire en la comparant au résultat d'un match de foot au score de 9 à 2, il a subi un revers pour sa politique économique et sociale néolibérale agressive. Il s'était engagé dans celle-ci dès le début de son mandat, d'une part auprès du FMI, et d'autre part lors de son déplacement au Canada pour l'assemblée annuelle des principaux investisseurs miniers du monde, pour « réaliser enfin le destin minier de l'Équateur » (1). C'est à juste titre que les forces très diverses de tous les secteurs du camp populaire qui ont fait campagne pour le Non peuvent célébrer un succès.

Un succès cependant de la manipulation de Noboa

Il convient en effet d'évaluer avec lucidité la situation. En obtenant la majorité de Oui pour les autres questions, Noboa réussit

à asseoir institutionnellement « la militarisation » de la vie quotidienne politique et sociale en Équateur, ce que son gouvernement a mis en place concrètement sous prétexte de lutte contre le narcotrafic avec la déclaration de « Conflit armé interne » de janvier 2024, accompagnée de la « déclaration de l'état d'urgence ». Les 8 et 9 janvier 2024, la société équatorienne a connu un pic de violence criminelle: la prise de contrôle de six prisons par les mafias de la drogue, l'explosion de 12 voitures piégées dans 8 provinces, des enlèvements de policiers, la prise de contrôle d'une chaîne de TV publique, tout cela pour faciliter la fuite de deux des principaux chefs de bande du narcotrafic...

Face à la commotion sociale ainsi produite, le gouvernement Noboa a déclaré la guerre au narcotrafic et à 22 de ses principales bandes armées. Il a réussi à créer un état de choc dans la société équatorienne et a semblé apporter une réponse aux légitimes inquiétudes populaires.



Quito, 21 avril 2024, Daniel Noboa, et la présidente du Conseil national électoral, Diana Atamaint, participent à l'inauguration du processus de vote pour le référendum et la consultation populaire 2024.
© Carlos Silva / Présidence de l'Équateur.

L'Équateur est devenu depuis une décennie une plaque tournante du narcotrafic en Amérique latine avec les manifestations de violence et de décomposition qui l'accompagnent. Mais la réponse apportée à ce sérieux problème qui inquiète et traumatise la population, loin de le régler, ne diffère guère de celle fournie par les derniers gouvernements qui ont multiplié les déclarations d'état d'urgence (2). Certes les forces armées ont envahi les rues et les ronds-points du pays, mais les mandataires et principaux bénéficiaires du narcotrafic, parmi lesquels des haut gradés de l'appareil d'État répressif et les investisseurs de l'argent de la drogue dans l'économie légale, ne sont pas inquiétés.

Les déploiements policiers et militaires, quotidiennement télévisés, arrêtent et menotent les jeunes subalternes des quartiers pauvres. En quelques mois, depuis janvier, plus de 20 000 jeunes ont été ainsi arrêtés, menottés, photographiés et télévisés sous toutes les coutures, même si une grande partie a été ensuite relâchée. S'incruste de la sorte l'idée que l'ennemi, le terroriste, c'est la jeunesse pauvre des quartiers et des secteurs déshérités. Ainsi une atmosphère de peur et d'insécurité est diffusée et un climat d'aspiration à l'ordre, de dépendance vis-à-vis de la force armée et du besoin d'un sauveur sont facilités.

C'est à partir de ces opérations, qui ne règlent aucunement le problème du narcotrafic, mais qui sont quotidiennement manipulées par la presse aux ordres, que Noboa a réussi à légitimer son programme sécuritaire. Au fil des dernières années depuis 2021, près de 10 états d'urgence ont été déclarés contre la violence mafieuse. Il s'est créé ainsi, comme le révèle le résultat de la Consulta, un « sens commun » autoritaire étendu à de larges couches sociales. Malgré le mécontentement provoqué par les mesures sociales d'austérité adoptées par son gouvernement – augmentation du prix du carburant, une TVA de 15%, des coupures dans les aides sociales, l'école et la santé, malgré les coupures régulières d'électricité qui peuvent durer plusieurs heures – Noboa, qui a débuté son mandat avec une approbation de 80 % dans les enquêtes d'opinion, conserve encore 50 % d'opinions favorables et bien sûr le contrôle de l'appareil d'État et l'appui du bloc de la puissance oligarchique.

Une situation tendue et incertaine

En envoyant en mars dernier une partie des forces armées et policières contre la résistance populaire au projet minier La Plata de l'entreprise canadienne Atico Mining dans la région de Cotopavix, dans les bourgades paysannes de Palo Quemado et La Pampa, Noboa a démontré comment il entend étendre l'utilisation du « Conflit armé interne ». Il utilise l'armée pour en finir par la répression militaire avec cette résistance sociale, n'hésitant pas à qualifier de « terroriste liée au narcotrafic » la résistance pacifique des paysans de cette région. Certes le cadre organisé de la Conaie et du Front national antiminer dans ce conflit a pour l'instant facilité l'obtention d'un répit par la résistance (3) et Noboa a dû reculer momen-

tanément. C'est pour cela qu'il avait besoin de remporter la victoire politique que représentait un vote Oui aux 11 questions posées dans sa « Consultation populaire » du 21 avril, non seulement pour renforcer dans les meilleures conditions la militarisation de l'Équa-

teur et mettre en œuvre l'ensemble de la politique extractiviste néolibérale dont sa famille est une des plus puissantes représentantes, mais en obtenant de plus le consentement des victimes de cette politique.

Ce consentement, il ne l'a pas obtenu. Le mouvement populaire, organisé sous des formes diverses, a conquis cette majorité de Non sur les deux questions lors du vote du dimanche 21 avril, appuyé sur des convictions ancrées dans les consciences populaires qui, à de nombreuses reprises, ont déjà manifesté leur refus de mesures politiques extractivistes néolibérales prédatrices. Ainsi, il s'est aussi affirmé dans le résultat de ces votes, un « sens commun » anti-néolibéral et démocratique, même s'il n'a pu contenir le déplacement conservateur, en matière de sécurité, de la mentalité sociale majoritaire, qui tend à chercher dans les forces armées sa protection contre la violence mafieuse.

Une élection présidentielle en février 2025

En donnant l'ordre d'envahir l'Ambassade du Mexique à Quito et l'enlèvement d'un opposant qui y avait obtenu l'asile poli-

tique, Noboa montre qu'il est prêt à faire sauter tous les verrous de l'État de droit et des droits démocratiques pour imposer sa politique et celle du bloc économique qui l'appuie. Ainsi, un axe tend à se constituer entre un Président « à poigne » et les militaires dans la rue, Noboa tentant de se présenter au-dessus des conflits politiques et sociaux.

C'est la posture et le récit qu'il veut imposer pour préparer sa réélection lors de la présidentielle qui aura lieu en février 2025, puisqu'il n'avait été élu en août 2023 que pour terminer le mandat écourté du président précédent, le banquier G. Lasso. Pour l'heure, il ne peut effacer l'échec que représentent pour lui les deux Non aux deux articles liés à son agenda néolibéral. Comme l'explique, dans une interview après les résultats, Leonidas Iza, Président de la principale organisation des peuples indigènes d'Équateur (la CONAIE) et l'une des principales voix opposées au gouvernement: « Sur la base de ces deux non peut se constituer et se construire un programme alternatif au programme néolibéral de Noboa et du bloc qui le soutient, programme qui doit inclure bien sûr, la réponse populaire alternative à la lutte contre l'insécurité, le narcotrafic et la violence mafieuse ».

Le mouvement populaire doit maintenant partir à la conquête d'une unité plus forte en unifiant sa solidarité avec les mouvements de résistance aux agressions de la politique du gouvernement Noboa et en mettant en discussion « une alternative économique sociale et politique » face aux plans néolibéraux de Noboa. Dans ce cadre, et dans l'immédiat, l'appel international à la solidarité lancé par la CONAIE et le Frente nacional antiminer en défense de la résistance actuelle de communautés indigènes contre les projets extractivistes prédateurs en cours, doit recevoir l'attention de toutes les forces qui combattent aujourd'hui pour une alternative à la marche accélérée vers le chaos qu'indique l'actualité mondiale. ■

Le 16 mai 2024

2) « Capitalisme et Narcotrafic en Équateur », André Madrid Tamayo et Andrés Tapia, 9 février 2024, *Inprecor*.

3) Les populations de Palo Quemada et La Pampa refusent le projet minier et la consultation truquée anticonstitutionnelle que l'entreprise canadienne et le gouvernement veulent imposer, remettant en cause le droit à une consultation libre et informée de toute la population. Malgré une répression sévère, 20 blessés et 72 poursuivis judiciairement, la population résiste et un juge local a exigé le retrait des forces policières spéciales de la région et la suspension provisoire de la consultation.

Un appel de syndicalistes ukrainien-nes

Cet appel aux travailleurs et aux militants à l'étranger émane des militants et dirigeants syndicaux ukrainiens de Kryvyi Rih**, ainsi que du soutien de diverses initiatives de la société civile. Il ne s'agit pas d'un appel officiel d'un syndicat. Mais il exprime très bien l'état d'esprit et les souhaits de nombreux syndicalistes et associations ukrainiens, ainsi que les sujets qu'ils souhaitent communiquer à leurs homologues d'autres pays, à la veille des élections au Parlement européen.

Par des militant-es syndicaux et étudiant-es à Kryvyi Rih

À la veille des élections au Parlement européen, les militants syndicaux de Kryvyi Rih lancent un appel aux candidats et rappellent aux personnalités politiques que ce sont les salarié-es qui supportent le poids de la guerre contre l'agresseur. Ce sont eux qui manquent de munitions, et ce sont leurs intérêts qui doivent être discutés en haut lieu. En tant que syndicalistes ukrainiens, nous pensons qu'ignorer ces faits entraînerait des conséquences catastrophiques. Nous mettons en garde contre l'utilisation du soutien à l'Ukraine pour dissimuler des agendas égoïstes, ce qui est courant parmi certaines élites internationales.

Yuriy Samoïlov, leader du Syndicat indépendant des mineurs, a déclaré: « Dans nos familles, toutes les conversations portent sur la guerre, sur ceux qui servent actuellement, sur la manière de les aider, car

la grande majorité des personnes mobilisées sont des travailleurs ordinaires. C'est devenu la priorité du syndicat. Mais en même temps, la législation du travail est suspendue, les dépenses sociales sont réduites et les enfants d'hommes d'affaires et de fonctionnaires s'amuse à l'étranger. Est-ce juste? ».

Cet appel a déjà recueilli le soutien d'un groupe de divers militant-es syndicaux, civiques et étudiants de diverses régions d'Ukraine. Ils partagent une insatisfaction commune face au manque d'intérêt pour les besoins des salarié-es et croient fermement que leur voix collective est la clé du changement. Ils considèrent celles et ceux qui, en Europe et dans le monde, liront cet appel en tant qu'amis de l'Ukraine et alliés des travailleurs.

Oleksandr Skyba, dirigeant du Syndicat libre des cheminots du dépôt de Darnytsia, souligne que, depuis le début de la guerre, les droits du travail ont été considérablement restreints. Selon lui, la plupart de ces changements n'ont pas renforcé les capacités de défense, mais les ont plutôt affaiblies. « Permettre aux employeurs de suspendre arbitrairement les relations de travail et les dispositions des conventions collectives constitue un coup dur porté au rôle des syndicats et aux fondements de la démocratie », affirme-t-il. Oleksandr souligne sa confiance dans le pouvoir de l'unité et du soutien mutuel dans la lutte et compte sur la solidarité de ses camarades étrangers. ■

* Le texte a été publié par le site de Sotsialnyi Rukh (Mouvement social) ukrainien, organisation sympathisante de la IV^e Internationale) et ENSU/RESU (Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine) qui discute avec les syndicalistes ukrainiens des modalités du soutien international.

** Kryvyi Rih est une ville industrielle de l'oblast de Dnipropetrovsk, en Ukraine orientale. Sa population s'élevait à 612 750 habitants en 2021.



Appel aux représentants politiques des peuples d'Europe et du monde

Le texte a été adopté lors d'une réunion de syndicalistes et militant·es étudiant·es à Kryvyi Rih à l'occasion de la Journée internationale du travail.

Collectif*

Étant donné que notre sort dépend souvent de vos décisions, nous, syndicalistes et militant·es ukrainien·nes, souhaitons nous adresser directement à vous et souligner ce qui suit :

Alors que la communauté internationale reste dans l'indécision, les troupes d'occupation russes intensifient volontiers leur offensive. Nos camarades meurent sur la ligne de front, sont obligé·es de se battre sans suffisamment d'armes, et, en l'absence d'une défense aérienne adéquate, nos centrales électriques, nos usines et nos maisons sont touchées par des frappes dévastatrices. Avec un véritable « soutien inébranlable », cela n'aurait pas été inévitable. Cependant, pour l'instant, nous devons faire face à l'agresseur principalement par nous-mêmes.

La résilience de la société ukrainienne dépend des travailleurs ordinaires, qui constituent la majorité des forces armées et assurent le fonctionnement du front intérieur en matière de logistique, de production et d'entretien des infrastructures critiques. Dans le même temps, il existe une fracture sociale de plus en plus visible, où les biens publics n'existent que pour l'élite et où le reste de la population n'a que des devoirs. Cela démoralise et menace la capacité de défense du pays et son avenir. Alors que nous continuons à être payé·es de miettes, à faire des heures supplémentaires et à vivre sous la menace constante d'être mis à la rue, notre gouvernement se préoccupe beaucoup plus de la déréglementation et de la création de conditions favorables aux propriétaires d'entreprises.

La sécurité et le bien-être de nos familles et amis sont pour nous des valeurs primordiales; elles nous font tenir le coup. Pourtant, il est malheureusement clair que l'Ukraine d'après-guerre ne pourra pas offrir la possibilité d'une vie décente si les salarié·es ne disposent pas des moyens de pression nécessaires pour résoudre leurs problèmes. C'est avec horreur que nous réalisons que nous devons probablement chercher une vie meilleure à l'étranger, ou en travaillant jour et nuit, en rivalisant pour obtenir des salaires de misère auprès de maîtres cupides.

Ce n'est également un secret pour personne que vos élites gèlent les salaires, augmentent les prix, annulent les congés et réduisent les dépenses sociales, justifiant tout cela comme une nécessité pour soutenir l'Ukraine tout en poursuivant un commerce mutuellement bénéfique avec la Russie; votre argent et votre technologie soutiennent leurs capacités militaires. Cette politique est extrêmement dangereuse pour la solidarité et la confiance entre nos peuples.

Nous comprenons que ce n'est qu'ensemble que nous pourrions défendre la démocratie et la justice sociale contre les invasions des impérialistes, la pression des dictateurs, les appétits des oligarques et la démagogie de l'extrême droite.

C'est pourquoi nous vous appelons à :

1. Arrêter les exportations d'armes vers des pays tiers et donner la priorité à la fourniture d'armes et de munitions nécessaires dès maintenant à la défense de l'Ukraine. Notre guerre ne doit pas devenir un prétexte pour les profits des trafiquants de sécurité!

2. Faire en sorte qu'il soit impossible au régime de Poutine de contourner les sanctions. Cela nécessite, entre autres choses, de mettre un terme aux projets douteux utilisés par les oligarques russes, ukrainiens et autres. Chaque transaction et pièce de rechange fournie permettent à la Russie de continuer la guerre!

3. Annuler la dette injuste et assurez-vous que votre argent ne soit pas dépensé dans des expériences antisociales dans notre pays! Le soutien international devrait contribuer à restaurer et à étendre les soins de santé et l'éducation universels, à reconstruire des logements abordables et des infrastructures publiques, et à garantir des emplois et des conditions de travail décentes.

4. Établir des contacts avec les syndicats ukrainiens et les organisations de la société civile, faire pression pour leur implication dans la prise de décision à tous les niveaux et insister sur l'importance de la négociation collective et de la liberté d'association! Dans un système politique déformé, c'est presque le seul moyen pour les citoyens ordinaires de revendiquer leurs droits.

5. Dénoncer le recours à la solidarité pour couvrir des intérêts particuliers! Confisquez les avoirs russes, fermez les sociétés offshores et taxez les super-riches. Ne présentez pas à votre peuple le faux choix de sacrifier le sort des Ukrainiens ou d'éliminer les plus vulnérables du pays! ■

Le 14 mai 2024

* La réunion était présidée par Yuriy Samoïlov et y participaient des représentants des syndicats indépendants d'ArcelorMittal Kryvyi Rih, de l'usine de minerai de fer de Kryvyi Rih, Metinvest et Rudomine, du Free Trade de Kryvyi Rih, du syndicat des travailleurs de la santé, le Syndicat libre des éducateurs et des scientifiques de Kryvyi Rih, du syndicat étudiant Action directe (Priama Diia), Les Sorcières de Kryvbas, de Spravedlyvist et de Sotsialnyi Rukh (Mouvement social).

Saito, Marx et l'anthropocène

Kohei Saito est devenu une voix importante dans les débats sur le marxisme et l'écosocialisme. Ses livres traitent de quatre questions clés: les relations entre le capitalisme et la nature, entre l'écologie et le socialisme, les agents et les moyens d'atteindre l'écosocialisme (ou le communisme de décroissance) et l'évolution des opinions de Marx sur ces questions.

Par
Rafael Bernabe*

En ce qui concerne le premier sujet, Saito affirme que le capitalisme, animé par la recherche incessante du profit privé, est incapable d'établir un rapport responsable et rationnel avec la nature. Il altère inévitablement cette dernière au point de mettre en péril la survie de nombreuses espèces, dont la nôtre.

La crise climatique en est l'exemple le plus criant. Mais bien d'autres pourraient être ajoutés. En ce sens, le Green New Deal, dans la mesure où il envisage un capitalisme vert, est insuffisant (1). L'abolition du capitalisme est le minimum pour espérer répondre de manière adéquate à l'urgence climatique (2).

* **Rafael Bernabe Riefkohl** est historien, sociologue, professeur et homme politique portoricain. Il est actuellement sénateur, représentant du Movimiento Victoria Ciudadana (mouvement pour la victoire des citoyens) depuis 2021 et militant de la IV^e Internationale. Cet article a été publié dans *Against the Current* n° 225, juillet-août 2023, et traduit de l'anglais par Laurent Creuse.

1) *Hitoshinsei no Shihonron* [« Le Capital dans l'anthropocène »], Shūeisha, 2020. Bernabe utilise la traduction en castillan: *El capital en la era del antropoceno*, traduit de l'allemand par Víctor Illera Kanaya (Barcelone, Sine Qua Non, 2022), p. 80. Sur le « capitalisme vert », voir Daniel Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, La Découverte (2012).

2) *Marx in the Anthropocene, Towards the Idea of Degrowth Communism*, Cambridge University Press, 2023, pp. 96-99. C'est le point principal de *El capital en la era del antropoceno*.

3) Voir « Monism and the Non-identity of Nature » dans *Marx in the Anthropocene*, pp. 103-135.

4) Michael Löwy, Bengi Arkubulut, Sabrina Fernandes, Giorgos Kallis. « For an Ecosocialist Degrowth » (Pour une décroissance écosocialiste), *Monthly Review*, pp. 73-11, avril 2022.

Voir la recension de Michael Löwy de *La nature contre le capital. L'écologie de Marx dans sa critique inachevée du capital*, Kohei Saito, éditions Syllepse, 2021.

Pour maintenir la température de la Terre dans les limites requises sans recourir à l'énergie nucléaire ou à des technologies douteuses de capture du carbone, il faut réduire la consommation mondiale d'énergie. Cela nécessitera une réduction de la production. L'écosocialisme doit donc impliquer une certaine décroissance.

Saito adopte donc la perspective du communisme de décroissance. Cela implique le rejet d'idées véhiculées par certains courants socialistes, comme la notion d'abondance socialiste qui serait basée sur une expansion incessante des forces productives, et celle d'une simple adoption des technologies héritées du capitalisme à des fins socialistes.

Quelle décroissance ?

Le communisme de décroissance viserait plutôt une économie durable, capable de garantir le bien-être matériel de tous dans le respect des limites de la nature. Cela nécessitera une transformation radicale des technologies existantes qui ont été conçues dans le cadre de l'exploitation capitaliste du travail et de la spoliation de la nature.

L'argumentation de Saito est donc dirigée contre les courants qu'il qualifie d'écomodernistes et d'accélérationnistes de gauche. Tous deux partagent l'idée que les problèmes posés par la technologie capitaliste peuvent et doivent être résolus par la poursuite de la croissance. Ainsi, l'expansion de la production et de la consommation peut se poursuivre par la transformation de la nature en fonction des besoins humains.

Selon Saito, cela témoigne de la réticence de certains socialistes à se dissocier des impératifs de croissance du capitalisme. Ne voulant pas rompre avec ceux-ci, ces courants doivent adopter des technologies dangereuses, telles que l'énergie nucléaire, la capture du carbone ou la géo-ingénierie (3).

Ce point de vue est remarquablement proche de la conception récemment proposée par Michael Löwy et d'autres, qui cherchent à synthétiser les approches écosocialistes et de la décroissance (4). Bien sûr, cette analyse demande encore à être développée. Les livres de Saito posent certains des problèmes non résolus. Par exemple, il n'est pas facile de traduire la décroissance en un slogan politique attrayant ou en un appel à l'action. La décroissance écosocialiste implique l'élimination de certains secteurs (production d'armes, publicité, etc.), la réduction radicale d'autres branches (automobiles individuelles,

par exemple) et la croissance de certaines activités (éducation, soins de santé, logements convenables, infrastructures électriques et hydrauliques dans les zones ou pays les plus pauvres, etc.).

Un processus qui inclut la croissance de certains secteurs et même de certains

pays ne peut pas être décrit de manière adéquate comme une simple décroissance, que la plupart des gens auront d'ailleurs tendance à associer à l'austérité et à la réduction du niveau de vie. Les termes « décroissance juste » ou « décroissance différenciée » feront-ils l'affaire ? La question reste ouverte.

La perspective de la décroissance pourrait emprunter un peu au Green New Deal, qui a le mérite de lier l'objectif de zéro

« Le communisme de décroissance viserait plutôt une économie durable, capable de garantir le bien-être matériel de tous dans le respect des limites de la nature. »



Même si une accumulation d'initiatives locales était en mesure de menacer le pouvoir capitaliste, il est naïf de penser que le capital et les États centraux capitalistes ne prendraient pas de mesures pour bloquer et démanteler une telle menace. Il n'est pas possible d'abolir le capitalisme en échappant à ceux qui en profitent.

La lutte écosocialiste nécessite donc un programme liant l'agenda écologique, et les autres revendications de la classe ouvrière, à l'objectif ultime du remplacement de l'État et de l'économie capitalistes par une démocratie socialiste et une économie socialisée. Ce qui ne se réalisera pas dans un avenir immédiat, mais nos luttes actuelles doivent être orientées dans cette direction, faute de quoi ces objectifs seront éternellement repoussés.

Pour éviter la catastrophe écologique, il faut abolir le capitalisme. Cette conclusion, affirme Saïto, implique que la pensée écologique doit se fonder sur l'œuvre de Marx dont la compréhension du capitalisme est inégalée. Mais il combine cet argument avec sa propre interprétation de l'évolution de la pensée de Marx.

Selon Saïto, entre le début ou le milieu des années 1860 et sa mort en 1883, Marx est passé d'une célébration acritique du progrès capitaliste, avec peu ou pas de préoccupation pour ses conséquences écologiques, à une perspective écosocialiste qui prenait en compte ces conséquences tout en s'accrochant à la perspective d'une croissance socialiste future, et, finalement, à la vision d'un communisme de décroissance, qu'il était en train de formuler dans les dernières années de sa vie.

Autour de Marx

À la suite des contributions de John Bellamy Foster et d'autres, Saïto explore l'assimilation par Marx, à partir de 1865, des études de Justus von Liebig sur l'agriculture capitaliste. Liebig expliquait comment l'agriculture capitaliste et la polarisation des villes et des campagnes extraient les nutriments du sol sans les restituer, sapant ainsi sa fertilité. (9)

Marx a repris ces idées dans le premier volume du *Capital*, publié en 1867. Il a ainsi souligné que « *La production capitaliste [...] trouble encore la circulation matérielle entre l'homme et la terre, en rendant de plus en*

plus difficile la restitution de ses éléments de fertilité, des ingrédients chimiques qui lui sont enlevés et usés sous forme d'aliments, de vêtements, etc.; chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. » (10)

Et il ajoutait que la production capitaliste épuise inévitablement « *les deux sources d'où jaillit toute richesse: la terre et le travailleur* ». (11)

Mais ce n'était que le début des explorations écologiques de Marx. Saïto souligne l'importance des travaux de Carl Fraas dans l'évolution de Marx. Fraas, dont Marx a commencé à étudier les écrits en 1868, expliquait comment l'utilisation non durable des terres conduit à la déforestation qui, à son tour, entraîne des changements climatiques et, finalement, la perte de fertilité et la désertification. C'est ce processus qui est à l'origine du déclin de civilisations autrefois florissantes. (12)

À la fin des années 1870, rappelle Saïto, Marx était également en contact avec des représentants du populisme russe. Les populistes soutenaient que la Russie pouvait éviter les maux du développement capitaliste en construisant une alternative basée sur les pratiques communautaires de la paysannerie russe.

Dans une célèbre réponse de 1881 à une question de la populiste Véra Zassoulitch et dans la préface à l'édition russe de 1882 du *Manifeste communiste*, Marx admet que la commune paysanne pourrait constituer la base d'une transition vers le socialisme. Selon

5) Pour des commentaires sur le Green New Deal, voir R. Bernabe, « Descarbonización y descolonización », *Momento crítico*, 23 avril 2023.

6) La base d'une critique marxiste a été élaborée par Léon Trotsky à travers de nombreuses contributions, dont *La Révolution trahie*. Voir aussi Ernest Mandel, *Power and Money. A Marxist Theory of Bureaucracy* (London: Verso, 1992). Pour une défense vibrante, voir le débat réédité d'Ernest Mandel et Chris Harman, *Marxists against Stalinism* (Londres-Amsterdam: Resistance Books-IIRE, 2022).

7) *El capital en la era del antropoceno*, pp. 275-304.

8) « Écosocialisme et planification démocratique » dans Michael Löwy, *Écosocialisme*, Paris, Mille et une nuits, 2011.

9) « Liebig et le Capital », dans *La nature contre le capital*, op.cit. (note 4).

10) *La nature contre le capital*, citation de Karl Marx: *Le Capital*, Vol. I, « Grande industrie et agriculture ».

11) *La nature contre le capital*.

12) « L'écologie de Marx après 1868 » dans *La nature contre le capital*.

émission à des investissements massifs dans la création d'emplois et la satisfaction des besoins de base. Sans cela, les travailleurs auront tendance à associer la décroissance à la seule version qu'ils connaissent, à savoir la récession ou la crise capitaliste et ses conséquences appauvrissantes (5).

Écosocialisme ou localisme

Par ailleurs, la perspective de Saïto implique un rejet à la fois du capitalisme et du modèle soviétique autoritaire centré sur l'État. Or, Saïto n'a aucune analyse sur la nature de ce dernier et sur les forces sociales à l'origine de son émergence (6). Faute d'une explication adéquate de l'évolution bureaucratique de l'État soviétique, son rejet tend vers une répudiation totale de l'action de l'État en tant que moyen de conduire une transition écosocialiste.

Saïto adopte donc la vision de coopératives locales et d'initiatives municipales comme alternative au capitalisme et au centralisme étatique (7). Cette thèse n'est ni nouvelle ni convaincante. Il est difficile de voir comment le socialisme municipal de Saïto peut paralyser le processus d'accumulation capitaliste, ni comment de telles initiatives locales peuvent fournir une alternative cohérente si les relations entre elles sont structurées par le marché, en d'autres termes sans aucune forme de planification centralisée. L'écosocialisme nécessite bien plus que des initiatives coopératives ou municipales: il a besoin d'une planification centralisée démocratique et de l'autogestion des entreprises. (8)

Saïto, la préface de 1882 soutenait que les communes précapitalistes «seraient capables d'atteindre un développement communiste avant l'Europe occidentale» (13).

Pour Saïto, cette conclusion est le résultat non seulement des études de Marx sur la commune russe, mais aussi de ses explorations écologiques, inspirées par Liebig et par Fraas. Fraas soulignait que certaines sociétés – caractérisées par des structures communautaires et égalitaires – étaient engagées dans des relations non destructives avec l'environnement.

Fraas évoquait les travaux de Georg Maurer sur les sociétés communautaires allemandes. Probablement poussé par Fraas, Marx reprit l'étude de Maurer à laquelle il attribua une tendance socialiste inconsciente (14). Ainsi, à l'époque de la question de Zassoulitch, Marx était prêt à adopter la commune paysanne précapitaliste comme préfiguration et modèle d'un communisme de décroissance ou de non-croissance.

Le capitalisme : progrès et destruction

Selon Saïto, cette adhésion «passionnée» au point de vue des populistes a marqué le point final de la théorie sociale de Marx:

13) *El capital en la era del antropoceno*, pp. 146-147.

14) *El capital en la era del antropoceno*, pp. 151-155.

15) *Marx in the Anthropocene*, p. 204.

16) *Marx in the Anthropocene*, p. 177.

17) *El capital en la era del antropoceno*, p. 155.

18) *El capital en la era del antropoceno*, p. 155.

19) Saïto soutient que «dans ses dernières années, Marx a abandonné la vision de l'histoire comme progrès», *El capital en la era del antropoceno*, p. 160.

20) *Marx in the Anthropocene*, p. 173.

21) Il conclut alors que «la nature stationnaire des sociétés communales formera (conformará) la résistance contre la domination coloniale et permettra, à l'avenir, le renversement du capitalisme et l'instauration du communisme». *El capital en la era del antropoceno*, p. 162.

22) Le manque de place nous empêche de commenter les arguments de Saïto concernant d'autres auteurs comme Engels, Luxemburg et Lukacs.

23) On retrouve le même argument dans un passage du *Capital* cité par Saïto pour démontrer l'appréciation par Marx des mérites des formes communautaires précapitalistes. Marx écrit que «la production capitaliste engendre [...] sa propre négation. C'est la négation de la négation. Elle rétablit non la propriété privée du travailleur, mais sa propriété individuelle, fondée sur les acquêts de l'ère capitaliste, sur la coopération et la possession commune de tous les moyens de production, y compris le sol» (c'est nous qui soulignons). Une version révisée se lit comme suit: «C'est la négation de la négation. Elle rétablit la propriété individuelle, mais sur la base des acquis de l'ère capitaliste, c'est-à-dire sur la coopération des travailleurs libres et leur possession en commun de la terre et des moyens de production produits par le travail» (c'est nous qui soulignons). *Marx in the Anthropocene*, p. 227.

sa nouvelle compréhension de l'aspect destructeur du développement capitaliste «a fait douter Marx de la supériorité de l'Europe occidentale, avec ses forces productives "supérieures", sur les sociétés non occidentales et précapitalistes» (15). Selon Saïto, «ce changement l'a amené à repenser en profondeur son hypothèse précédente sur le caractère progressiste du capitalisme» (16).

En outre, selon Saïto, «si la conséquence du capitalisme n'est pas le progrès, mais la destruction irréversible de l'environnement naturel et de la société, la vision unilatérale de l'histoire comme progrès est sérieusement ébranlée» (17). Avant cela, Marx considérait que le capitalisme créait les bases du socialisme, mais il se rend compte alors que «le capitalisme n'est pas une étape préalable vers le communisme. Le capitalisme détruit la "vitalité naturelle" nécessaire au progrès humain» (18).

La lettre de 1881 à Zassoulitch constitue donc «une authentique transformation théorique. La prise de distance définitive avec l'histoire en tant que progrès» (19).

Selon Saïto, Marx a ainsi «abandonné son schéma antérieur du matérialisme historique. Ce n'était pas une tâche facile pour lui. Sa vision du monde était en crise. En ce sens, les recherches intensives de Marx au cours de ses dernières années étaient une tentative désespérée de reconsidérer et de reformuler sa conception matérialiste de l'histoire à partir d'une perspective entièrement nouvelle, aboutissant à une conception radicalement différente de la société alternative» (20). À cette époque, Marx adoptait également l'idée de pratiques communautaires statiques comme principale forme de résistance au capitalisme (21). En résumé, selon Saïto: en 1881, Marx avait formulé sa propre version du populisme russe. Marx est donc pertinent sur l'anthropocène, mais seulement parce que, dans ses dernières années, il a abandonné une grande partie de ce qui est communément connu sous le nom de marxisme.

Notre Marx

Pour dire les choses clairement, ces affirmations ne reposent sur aucune base (22). Les principaux textes cités par Saïto, telles la lettre à Zassoulitch et la Préface

de 1882 au *Manifeste communiste*, constituent la meilleure réfutation de ses thèses. Plutôt que «passionnée», l'approbation par Marx de la perspective populiste russe serait mieux décrite comme *conditionnelle*.

Dans les deux cas, Marx conditionne la possibilité pour la Russie d'échapper au capitalisme et de construire un socialisme basé sur la commune paysanne à la *combinaison avec la révolution de la classe ouvrière* dans l'Europe capitaliste et industrielle. À aucun moment il n'affirme que le socialisme pourrait se passer des réalisations technologiques de

«Marx était prêt à adopter la commune paysanne précapitaliste comme préfiguration et modèle d'un communisme de décroissance ou de non-croissance.»

cette dernière, ou que la commune paysanne russe pourrait atteindre le communisme avant ou indépendamment de l'Europe capitaliste avancée.

Il n'a pas non plus abandonné l'idée que le capitalisme repré-

sentait un progrès par rapport aux sociétés de classes antérieures. Dans la première version de sa réponse à Zassoulitch, Marx écrit: «C'est précisément parce qu'elle est contemporaine de la production capitaliste que la commune rurale pourrait s'approprier toutes ses réalisations positives sans subir ses [terribles] effroyables vicissitudes». (souligné par nous)

Et il ajoute: «D'autre part, la contemporanéité de la production occidentale, qui domine le marché mondial, permet à la Russie d'intégrer dans la commune toutes les réalisations positives du système capitaliste, sans avoir à en subir le dur tribut» (souligné par nous). Dans sa deuxième version, Marx écrit: «Mais en même temps, la Russie existe dans un contexte historique moderne: elle est contemporaine d'une culture supérieure, et elle est liée à un marché mondial dans lequel la production capitaliste est prédominante» (souligné par nous).

Il poursuit: «Ainsi, en s'appropriant les résultats positifs de ce mode de production, elle est en mesure de développer et de transformer la forme encore archaïque de sa commune rurale, au lieu de la détruire» (souligné par nous).

De même, dans leur préface de 1882 au *Manifeste communiste*, Marx et Engels affirment que «si la révolution russe devient le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, et que les deux se complètent, la propriété commune [du sol] actuelle de la Russie pourra servir de point de départ à une évolution communiste» (23) (souligné par nous).



Des interprétations erronées

Saito lui-même reconnaît ce que Marx appelle « *les résultats positifs* » du capitalisme. Tout en soutenant que Marx a abandonné l'idée que le capitalisme était un progrès par rapport aux sociétés de classes antérieures, il ajoute que le communisme de décroissance n'implique pas un rejet des réalisations techniques du capitalisme ou un retour au passé rural.

Le communisme de décroissance, selon Saito, « *ne cherche pas un retour nostalgique au monde rural et ne planifie pas la création de communes (Marx insiste sur le fait que les communes russes feraient bien de profiter des résultats positifs du capitalisme, tels que l'innovation technologique)* » (24). Il ne s'agit pas non plus « *d'un plaidoyer en faveur de l'abandon de la vie urbaine ou des technologies... En outre, la vie urbaine et le développement technologique présentent de nombreux aspects positifs* » (25).

Introduite plusieurs fois en passant, cette considération contredit la thèse de Saito sur le Marx tardif: elle reconnaît, comme Marx le faisait, que le capitalisme a été dans une

certaine mesure une force progressiste, et que le socialisme ne peut pas se passer de ces progrès. Contrairement à ce que suggère Saito, il n'est pas nécessaire d'abandonner cette conception pour reconnaître que le socialisme n'implique pas un développement infini des forces productives, ou qu'il peut simplement utiliser la technologie inchangée héritée du capitalisme.

L'idée que l'expansion de la production au-delà

d'un certain point peut devenir destructrice et insoutenable ne signifie pas que son expansion dans le passé n'a pas constitué un progrès, un progrès contradictoire (nous y reviendrons), mais un progrès tout de même.

Saito cite l'explication par Marx en 1869 de son changement de position concernant l'indépendance de l'Irlande comme exemple de sa conversion à l'idée que le capitalisme avancé n'a pas créé la base matérielle du socialisme (26).

Dans un passage bien connu cité par Saito, Marx reconnaît qu'il avait jusqu'alors considéré que la libération de l'Irlande serait le résultat de la révolution anglaise, mais qu'il réalise à présent que

l'indépendance irlandaise était une condition préalable à cette dernière.

Mais le point de vue de Marx, tel qu'il lustré dans sa *Communication confidentielle* de 1870, était que l'indépendance irlandaise était cruciale parce qu'elle pouvait aider à déclencher la révolution anglaise, où les conditions de la révolution socialiste étaient les plus développées (27). Ce renversement de position n'implique en aucun cas un rejet de l'idée selon laquelle c'est le capitalisme qui crée la base matérielle du socialisme moderne.

Il est vrai, comme l'affirme Saito, que Marx et Engels ont valorisé les aspects égalitaires et communautaires du communisme « primitif », comme le montre leur

24) *El capital en la era del antropoceno*, p. 163.

25) *El capital en la era del antropoceno*, p. 276. Aussi *Marx in the Anthropocene*, p. 194.

26) *Marx in the Anthropocene*, p. 185.

27) « *L'Angleterre seule peut servir de levier à une révolution économique sérieuse. C'est le seul pays où il n'y a plus de paysans et où la propriété foncière est concentrée entre quelques mains... où la forme capitaliste – c'est-à-dire le travail combiné à grande échelle sous l'égide d'entrepreneurs capitalistes – s'est emparée de la quasi-totalité de la production... où la grande majorité de la population est constituée de salariés... où la lutte des classes et l'organisation de la classe ouvrière par les syndicats ont atteint un certain degré de maturité et d'universalité... où, grâce à sa domination sur le marché mondial, toute révolution dans les relations économiques doit affecter directement le monde entier.* » *Communication confidentielle* (1870).

assimilation des études d'Henry Morgan sur les peuples indigènes d'Amérique du Nord, qui constituent l'aspect central de *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* d'Engels. Mais, encore une fois, cela n'implique pas ou ne nécessite pas de rejeter la notion de progrès humain basé sur le développement des forces productives ou du capitalisme en tant que progrès par rapport aux sociétés de classes antérieures.

Saito indique que l'écosocialisme ou le communisme de décroissance ne signifient pas un retour aux sociétés communautaires du passé. Pourquoi? Précisément parce qu'ils peuvent s'approprier les réalisations techniques des sociétés de classes passées et, surtout, du capitalisme dont la dimension progressiste ne peut être niée.

Comprendre les contradictions

L'argument de Saito est construit sur une fausse dichotomie entre un Marx mature « prométhéen », qui embrasserait sans critique le progrès capitaliste, et un Marx tardif qui rejetterait totalement la notion d'histoire comme progrès. Mais Marx a toujours considéré les sociétés de classes et le capitalisme comme des formations *contradictoires*, à la fois progressistes et régressives et, dans le cas du capitalisme, comme une forme antagoniste de progrès, mais un progrès quand même.

Même lorsqu'il célèbre le plus les réalisations du capitalisme, Marx pointe le coût terrible du progrès capitaliste. C'est le cas notamment de ses articles sur l'impérialisme britannique en Inde et en Chine, qui sont souvent présentés comme de simples excuses pour le progrès capitaliste. Tout en indiquant ce qu'il considérait comme ses aspects progressistes, il soulignait également qu'il s'agissait toujours d'un progrès qui ressemblait à « cette hideuse idole païenne *qui ne voulait boire le nectar que dans le crâne des victimes* » (28).

Saito cite un long passage dans lequel Marx explique comment, dans le passé, le progrès a été atteint aux dépens de

l'individu et des classes opprimées. Marx commente la dénonciation par Sismondi du progrès aux dépens de l'individu: « *Opposer le bien-être de l'individu à cette fin, comme le fait Sismondi, c'est affirmer qu'il faut arrêter le développement de l'espèce pour sauvegarder le développement de l'individu, de sorte que, par exemple, on ne peut pas faire une guerre dans laquelle, dans tous les cas, certaines personnes périssent. Sismondi n'a raison que contre les économistes qui dissimulent ou nient cette contradiction. Outre la pauvreté de ces réflexions édifiantes, elles révèlent une incompréhension du fait que, bien que le développement des capacités de l'espèce humaine se fait d'abord aux frais de la majorité des individus et de classes humaines entières, il finit par surmonter cette contradiction et par coïncider avec le développement de l'individu...* » (29).

Saito commente: « *Augmenter les forces productives, même si les individus sont sacrifiés! Marché et capitalisme partout dans le monde pour l'émancipation humaine! C'est comme si Marx était un idéologue de la mondialisation néolibérale* » (30.) Mais dans ce passage, Marx ne célèbre pas ce qu'il décrit. Il ne fait qu'enregistrer le fait que telle est la forme contradictoire et antagoniste qu'a prise l'évolution humaine une fois que l'augmentation de la productivité a permis la différenciation entre classes dominantes et classes dominées, ainsi qu'entre travail intellectuel et travail manuel.

Tous les progrès de la science, de l'art et de la technologie sont fondés sur le fait que la plupart des gens sont condamnés à un labeur et à une exploitation sans fin. Le progrès repose sur le sacrifice d'individus et de classes entières. Comme le dira plus tard Walter Benjamin, « [ce patrimoine culturel] *n'est jamais une illustration de la culture sans être aussi une illustration de la barbarie* » (31).

L'épanouissement dans une autre société

Mais Marx ajoute que le développement sans précédent des forces productives apporté par le capitalisme, une fois socialisé, permettrait alors l'épanouissement de tous les individus et non plus seulement d'une petite minorité.

Certaines des lectures que fait Saito d'autres textes de Marx sont tout aussi erronées. Saito cite le passage suivant des *Grundrisse*: « *Mais, en fait, une fois que la forme bourgeoise bornée a disparu, qu'est-ce que la richesse, sinon l'universalité des besoins, des capacités, des jouissances, des forces productives des individus, universalité engendrée dans l'échange universel? Sinon le plein développement de la domination humaine sur les forces de la nature, tant sur celles de ce qu'on appelle la nature que sur celles de sa propre nature? Sinon l'élaboration absolue de ses aptitudes créatrices, sans autre présupposé que le développement historique antérieur qui fait une fin en soi de cette totalité du développement, du développement de toutes les forces humaines en tant que telles, sans qu'elles soient mesurées à une échelle préalablement fixée? Sinon un état de choses où l'homme ne se reproduit pas selon une détermination particulière, mais où il produit sa totalité, où il ne cherche pas à rester quelque chose ayant son devenir derrière soi, mais où il est pris dans le mouvement absolu du devenir?* »

Selon Saito, Marx critique ici la façon dont le capitalisme réduit la richesse à une « *échelle préalablement fixée* », à une certaine quantité de valeur (32). En fait, dans ce passage, Marx décrit la façon dont le capitalisme développe les forces productives et les capacités humaines, sans tenir compte d'aucune limitation passée ou héritée. C'est là son aspect progressiste. Il affirme également que le capitalisme y parvient en soumettant l'humanité au despotisme impersonnel du marché capitaliste.

Marx explique que cette contradiction, ce double aspect du capitalisme, génère à la fois des excuses et des célébrations du progrès capitaliste, d'une part, et des aspirations romantiques à un passé précapitaliste, d'autre part. Il rejette les deux, affirmant que nous devrions rechercher un avenir socialiste, rendu possible par les aspects progressistes du développement capitaliste: « *Il est aussi ridicule d'avoir la nostalgie de cette plénitude originelle que de croire qu'il faille en rester à cette totale vacuité. Le point de vue bourgeois n'a jamais dépassé l'opposition à cette vue romantique, et c'est pourquoi c'est cette dernière qui constitue légitimement le contraire des vues bour-*

« Il est aussi ridicule d'avoir la nostalgie de cette plénitude originelle que de croire qu'il faille en rester à cette totale vacuité. »

28) « Les conséquences futures de la domination britannique en Inde » (1853), Karl Marx et Friedrich Engels, *Œuvres choisies en deux volumes*, Tome 1, Éditions du Progrès, Moscou, 1955.

29) Manuscrits économiques 1861-63, cités dans *Marx in the Anthropocene*, 184. Ce passage fait partie des textes publiés par Kautsky sous le titre *Théories de la plus-value* entre 1905 et 1910.

30) *Marx in the Anthropocene*, p. 184.

31) Walter Benjamin, *Sur le concept d'histoire* (1940).

32) *Marx in the Anthropocene*, p. 222.



geoises et les accompagnera jusqu'à leur dernier souffle.» (33)

Une orientation allant au-delà d'une nostalgie romantique du passé et d'une célébration du capitalisme présent pourrait inclure une récupération de certains aspects des sociétés communautaires du passé, une idée qu'Engels a formulée plus d'une fois.

Entre autres textes, dans *l'Anti-Dühring*, il a bien saisi cette dialectique en discutant de la notion de Rousseau selon laquelle le passage d'une société égalitaire initiale (l'état de nature de Rousseau) à une civilisation inégalitaire est un *progrès antagoniste*, à la fois progressif et régressif, et de la possibilité d'une société égalitaire future qui récupérerait le passé égalitaire tout en s'appropriant les réalisations de la civilisation (34).

Conclusion: Les tâches de l'anthropocène

En résumé, Saïto affirme que, dans ses dernières années, Marx a accordé une attention croissante aux sociétés non occidentales, aux cultures précapitalistes et à l'impact écologique destructeur de la civilisation capitaliste.

Il conclut que toutes les sociétés n'ont pas suivi le même chemin historique que l'Europe occidentale, que certaines sociétés peuvent, dans certaines circonstances, éviter le capitalisme dans leur cheminement vers le socialisme ou le communisme, et que les coûts environnementaux du capi-

talisme sont bien plus importants qu'il ne l'avait d'abord cru. Toutes ces idées ont déjà été explorées par plusieurs auteurs, dont Shanin, Foster et Anderson (35).

Dans son premier livre, Saïto apporte une contribution importante dans ce domaine, notamment en ce qui concerne l'impact des travaux de Carl Fraas et Georg Maurer sur l'évolution de Marx. Mais il est faux de prétendre que cela implique le rejet par Marx de son analyse du capitalisme, de la notion de progrès humain (contra-dictoire) à travers le développement de ses forces productives, ou du capitalisme en tant que progrès par rapport aux sociétés de classes antérieures qui a créé les bases matérielles pour le socialisme.

Il ne fait aucun doute que les études écologiques et ethnologiques tardives de Marx ont enrichi sa conception de cette dialectique historique, mais cela n'implique pas sa crise ni n'exige son rejet.

Saïto soutient que le socialisme ne peut signifier un développement infini des forces productives, qu'au-delà d'un certain point la décroissance peut être nécessaire. Mais ces arguments ne requièrent pas une répudiation de ce que l'on a appelé le matérialisme historique. Le concept dialectique de Marx du progrès humain, comme processus antagoniste et contradictoire, peut les prendre en compte sans renoncer à aucun de ses principes fondamentaux.

Dans certains passages, Saïto présente la perspective de Marx avec précision. Il affirme ainsi que «*si Marx continue à croire que le développement technologique sous le capitalisme fournit les conditions matérielles nécessaires pour un saut vers le socialisme, sa méthode dialectique en vient à [...] insister sur l'aspect négatif et destructeur des nouvelles technologies*» (36).

Ailleurs, il souligne que «*Marx reconnaît sans aucun doute le côté positif de la technologie moderne et des sciences naturelles, qui préparent les conditions matérielles pour l'établissement du "royaume de la liberté" en permettant aux humains de produire divers produits dans un temps plus court*» (37).

Malheureusement, ces formulations équilibrées sont abandonnées au profit de l'idée intenable selon laquelle la compréhension croissante du «*côté négatif et destructeur des nouvelles technologies*»

conduit Marx à abandonner à la fois l'idée que «*le développement technologique sous le capitalisme fournit les conditions matérielles nécessaires au [...] socialisme*» et, plus généralement, son «*schéma antérieur du matérialisme historique*».

Il est raisonnable d'affirmer qu'une «*fois que la vocation historique du capitalisme à accroître les forces productives a été réalisée, le développement ultérieur de la liberté et des talents humains exige une transition vers une autre étape de l'histoire humaine*» (38), mais cela implique de reconnaître que la conscience écologique élargie de Marx n'exigeait pas de répudier sa conception de «*la vocation historique du capitalisme à accroître les forces productives*».

Marx n'a pas non plus abandonné la notion de classe ouvrière comme force sociale clé capable de renverser le capitalisme, ni celle de l'action et du pouvoir politique et étatique comme levier indispensable de la transformation sociale. Il n'est pas devenu un partisan du socialisme local, coopératif ou municipal.

Comme Marx l'a fait pour la commune russe, les marxistes d'aujourd'hui devraient reconnaître le potentiel révolutionnaire et anticapitaliste des luttes des peuples indigènes et la nécessité de les lier aux luttes de la classe ouvrière, afin qu'elles «*puissent se compléter l'une l'autre*». Mais Marx n'a pas remplacé ces dernières par les premières et/ou par des initiatives coopératives, et nous ne devrions pas non plus le faire.

Comment intégrer les objectifs écologiques dans le mouvement ouvrier et comment l'organiser, le mobiliser et l'inspirer en vue de l'exercice du pouvoir politique (qui, bien sûr, peut inclure des initiatives locales et municipales) reste la tâche fondamentale des marxistes révolutionnaires dans l'anthropocène. ■

Juillet 2023

33) Nous avons examiné cet aspect de l'œuvre de Marx dans *Walt Whitman and his Caribbean Interlocutors*, José Martí, C.L.R. James et Pedro Mir, Chicago, Haymarket, 2022.

34) *Anti-Dühring*, M. Eugen Dühring bouleverse la science, chapitre XIII. «*Dialectique. Négation de la négation*».

35) Teodor Shanin, «*Late Marx and the Russian Road. Marx and the "Peripheries of Capitalism"*» (New York, *Monthly Review*, 1983); John Bellamy Foster, *Marx écologiste* (éditions Amsterdam, 2011) et ses travaux ultérieurs; Kevin B. Anderson, *Marx aux antipodes. Nations, ethnicité et sociétés non occidentales* (Paris, Syllepse, 2015).

36) *Marx in the Anthropocene*, p. 138.

37) *La nature contre le capital*.

38) *La nature contre le capital*.

L'écosocialisme pour tout changer

Les 10 et 11 mai derniers, en Argentine, se sont déroulées les sixièmes Rencontres écosocialistes internationales. Elles avaient lieu pour la première fois ailleurs qu'en Europe, une décennie après la première édition en Suisse, à Genève, en 2014.

Par
Germán Bernasconi*

Le projet de la dernière édition a commencé il y a plus d'un an, lorsque ATTAC et Poder Popular ont été contactés afin de savoir s'il était possible de les organiser. Après des mois de débats traversés par la dure réalité argentine, avec la campagne électorale, nous avons dû suspendre l'évènement prévu initialement en 2023, mais nous avons continué le travail et nous nous sommes fixé des objectifs politiques.

Les réunions suivantes du groupe de travail, où étaient présent·es des camarades du Brésil, du Chili, du Pays basque et du Portugal, ont été renforcées par une série de réunions internationales, où nous avons été rejoint·es par l'organisation locale Marabunta (Argentine). Après la période électorale et la victoire de Javier Milei, nous avons décidé de continuer la préparation des rencontres pour le mois de mai. Elle fut validée immédiatement après la victoire du candidat libertarien, au vu de son programme d'ajustement structurel du capitalisme contre la classe travailleuse, car la solidarité internationale est vitale pour déjouer ses plans.

Quelques objectifs des Rencontres

Le mouvement pour le climat dans notre pays est ample et divers. Les luttes contre l'extractivisme, contre les OGM et l'utilisation de pesticides en font l'un des secteurs les plus dynamiques, et qui touche énormément les plus jeunes générations. Cependant, la perspective écosocialiste n'est pas encore suffisamment entendue. Nous voyons donc les Rencontres comme une plateforme visant à réunir l'ensemble des militant·es qui s'inscrivent dans cette perspective.

L'objectif était de donner une continuité politique et militante, de consolider les débats, s'homogénéiser et tracer de véritables perspectives programmatiques

* **Germán Bernasconi** est membre de Poder Popular en Argentine. Traduit par Félix B.

et stratégiques, à la hauteur du défi que représente la crise climatique, résultat direct du système productiviste capitaliste.

Finalement, l'organisation de la COP30 à Belem en 2025 imposait un nouveau débat sur les rapports avec cet évènement, ainsi qu'au contre-sommet en préparation.

Le déroulement des Rencontres

Après près d'un an de travail, les 10 et 11 mai, plus de 200 personnes se sont réunies dans l'Auditorium central de l'Association des travailleurs/ses de l'État et les deux auditoriums de l'hôtel Quagliaro, qui lui appartient également. Le 9 mai, des activités étaient prévues, mais elles ont été suspendues en raison de la nécessaire grève générale convoquée ce jour-là par toutes les travailleuses/ses argentin·es, dans le contexte des attaques de grande ampleur mises en œuvre par le gouvernement de Javier Milei.

Au cours des deux journées suivantes, différents thèmes de l'agenda écosocialiste ont été abordés, en commençant par l'histoire des Rencontres elles-mêmes, sachant que chaque lutte doit avoir une mémoire pour ne pas avoir à repartir de zéro. Les problèmes de l'écomarxisme, la spoliation des territoires, la dette et le commerce, avec un point de vue écosocialiste, la montée du militarisme et de l'extrême droite et la répression ont été quelques-uns des thèmes de la première journée, qui s'est clôturée par un panel représentant les grandes luttes environnementales qui ont eu lieu en Argentine au cours des dernières décennies.

Le samedi 11 a commencé par une intervention de Michael Löwy sur le débat entre le centre et la périphérie, suivie d'un débat approfondi sur ce qu'il faut faire face à la COP30. La souveraineté alimentaire, l'écoféminisme, l'énergie et les classes sociales ont animé l'après-midi.

Le dernier panel a traité de l'état actuel du mouvement écosocialiste et de ses perspectives d'avenir, avec une intervention vidéo de l'une des figures du mouvement écosocialiste, Daniel Tanuro.



La Rencontre a été couronnée par la promesse d'une triple continuité: la participation au contre-sommet de Belem, en y organisant la Deuxième rencontre écosocialiste d'Amérique latine et des Caraïbes; l'organisation des 7^e Rencontres écosocialistes internationales en Belgique, autour de la Gauche anticapitaliste. Et la poursuite du débat programmatique et stratégique au sein d'un réseau international qui tiendra sa première réunion dans les prochaines semaines.

Quelques conclusions

Les 6^e Rencontres ont été un succès. Avec la participation de plus de 40 organisations et de plus de 15 pays, ainsi que d'une grande partie des provinces argentines, le mouvement écosocialiste dispose d'une base solide pour mieux intervenir dans le mouvement environnemental. Le défi consiste maintenant à donner une continuité à ses propres instances permanentes de réflexion et de construction, ainsi qu'à intervenir de manière unie dans la lutte contre les négationnistes d'extrême droite de la crise climatique et à être toujours vigilants pour ne pas tomber dans les fausses solutions du capitalisme vert. Aujourd'hui, nous sommes plus proches d'une alternative écosocialiste systémique qui permettra à la classe ouvrière de jouir d'un environnement sain, d'un temps de travail réduit et de plus de temps pour la jouissance collective. Il est temps de passer à l'offensive et d'articuler un programme systémique contre la barbarie climatique et sociale du capitalisme. ■

Le 20 mai 2024